

L'ESPRIT PUBLIC

DANS

Le Département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution

1789 - 1799

BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE

Thèse complémentaire pour le Doctorat ès-lettres

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES

de l'Université de Paris

PAR HERVÉ POMMERET



SAINT-BRIEUC

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE DE RENÉ PRUD'HOMME

1921

BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE

L'ESPRIT PUBLIC

DANS

Le Département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution

1789 - 1799

BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE

Thèse complémentaire pour le Doctorat ès-lettres

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES

de l'Université de Paris

PAR HERVÉ POMMERET



SAINT-BRIEUC

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE DE RENÉ PRUD'HOMME

1921

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS D'ARCHIVES

1. — Archives Nationales (A. N.)

Administration provinciale, série H, 419, 563, 564, 567.

— — — série K, 684.

Journal du Comte de Thiard, 1 reg., KK, 1105.

Cahier des sénéchaussées, B^a, 25, 26 ; B III, 37, 38, 39.

Procès-verbaux des assemblées électorales, C, 17, 18, 22, 23, 24.

Procès-verbal de l'assemblée électorale de 1791, C, 135.

— — — de 1792, C, 178.

— — — de l'an IV, C, 480.

— — — de l'an V, C, 509.

— — — de l'an VI, C, 531.

— — — de l'an VII, C, 572.

Votes populaires. Plébiscite de 1793, B II, 7.

— — — de l'an III, B II, 42.

Motions et adresses particulières. C, 88, 89, 100, 101, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 111, 114, 115, 126, 127, 128, 129, 159, 160, 165, 238, 240, 241, 249, 250, 255, 258, 266, 270, 272, 274, 275, 277, 284, 288, 293, 294, 298, 300, 305, 309, 313, 319, 342, 343, 346, 350.

Esprit public, Côtes-du-Nord, F^{1c} III, 1 à 12.

Personnel. Côtes-du-Nord, F^{1b} II, 1, 2, 3.

Culte. F¹⁹, 418.

Police et Sûreté générale. Affaires diverses. F⁷, 3669, 1 et 2, 3670, 7098, 7099, 7105, 7113, 7114, 7115, 7117, 7133, 7148, 7157^b, 7175, 7132, 7138, 7140, 7144, 7145, 7146, 7147^a, 7149, 7150, 7152, 7153, 7154, 7155, 7158, 7162, 7168, 7170, 7173, 7179, 7181, 7183, 7184, 7186, 7188, 7189, 7194, 7195, 7197, 7190, 7191, 7192, 7193, 7204, 7206, 7207, 7212, 7213, 7215, 7218, 7219, 7221, 7226, 7227, 7228, 7229, 7230, 7232, 7234, 7236, 7237, 7238, 7240, 7242, 7244, 7250, 7251, 7252, 7253, 7255, 7257, 7259, 7260, 7262, 7263, 7264, 7265, 7266, 7267, 7268, 7269, 7271, 7272, 7273, 7274^b, 7275, 7276, 7277, 7285, 7286, 7290, 7291, 7294, 7298, 7300, 7301, 7303, 7305, 7309, 7312, 7313, 7314, 7315, 7319, 7321, 7323, 7327, 7329, 7330, 7331, 7332, 7338, 7343, 7344, 7347, 7356, 7368, 7376, 7384, 7388, 7389, 7392, 7394, 7396, 7397, 7398, 7404, 7405, 7411, 7413, 7416, 7419, 7429, 7431, 7440, 7452, 7462, 7476, 7478, 7480, 7490, 7492, 7498, 7500, 7501, 7505, 7508, 7509, 7510, 7420, 7483, 7532, 7577, 7639, 7649.

Comité de législation, DIII, 25, 57, 58.

— de constitution, DIV, 25.

— de division, DIV^{bis}, 1, 3, 5, 6, 22, 36, 40, 50, 61, 82.

Comité des finances, D vi, 13, 27, 59.

— des droits féodaux, D xiv, 3.

— ecclésiastique, D xix, 22, 23, 28, 45, 46.

— des rapports, D xxix, 5, 36, 38, 40, 45, 50, 58, 65, 69, 72, 80, 85.

— des recherches, D xxix^{bis}, 1 à 23.

— des pétitions, D xl, 1, 5, 8, 19, 25.

Missions des Conventionnels, AF II, 58, 73, 95, 167 à 181, 265 à 277.

Adresses au Directoire exécutif, AF III, 221.

Justice. Tribunaux criminels, BB 3, 10.

Procès Le Mintier, Y, 10507.

Affaires diverses. Séditions, M, 648.

Imprimés.

Brochures diverses concernant le département des Côtes-du-Nord, AD xvi, 32.

Procès-verbal imprimé des séances de l'Assemblée Constit., 75 vol. in-8°.

— — de la Législative, 16 vol. —

— — de la Convention, 74 vol. —

— — du Conseil des Cinq-Cents, 50 vol. —

— — du Conseil des Anciens, 49 vol. —

2. Archives départementales des Côtes-du-Nord (A. C. D. N.) (1)

Commission intermédiaire. Etats provinciaux, C, 165.

Observations météorologiques et médicales de J.-L. Bagot, 1772-1790, 1 registre s. c.

Elections des juges de paix et assemblées primaires de 1790 à 1793.

Personnel. Election des comités de surveillance, série L (m3), 13 liasses sans numéro d'ordre.

Organisation des administrations et assemblées primaires de l'an IV à l'an VIII, série L (m4), 25 liasses.

Délibérations et arrêtés du Directoire du département et de l'Administration centrale des Côtes-du-Nord. Objets généraux et surveillance : 8 registres, du 4 août 1790 au 24 germinal VIII, cotés : L 7, A 1, L 7, F 2, L 7, G 3, L 7, I 4, L 7, 5, L 7, 6, L 7, 8, L 8, 7.

Délibérations du Directoire du département et de l'Administration centrale des Côtes-du-Nord. Police administrative, civile et judiciaire : 4 reg., du 2 thermidor III au 24 germinal VIII : 71 L, 10, 11, 12, 13.

Correspondance générale du Directoire et de l'Administration centrale des Côtes-du-Nord. Organisation des autorités constituées. Objets généraux et surveillance : 5 reg., du 6 novembre 1790 au 20 germinal VIII : 1 L, 29, 1 L, 30, 1 L, 31, 1 L, 64, L, 5.

(1) Le classement de la série L est en cours et il n'en existe pas d'inventaire numérique. Nous avons transcrit, malgré leur caractère provisoire, les cotes que portent un certain nombre de registres et de liasses.

Correspondance de l'Administration centrale. Correspondance extérieure, 15 brumaire IV — 18 germinal VIII, 1 reg. : 2 L, 80.

Correspondance du Directoire et de l'Administration centrale relative à la guerre, du 10 août 1790 à l'an VIII, 8 reg. : 1 L, 71, 72, 73, 74, 2 L, 68, 69, 70, 71.

Correspondance du Directoire et de l'Administration centrale. Police administrative, civile et militaire, du 2 thermidor III au 7 germinal VIII, 6 reg. : 2 L, 53, 54, 55, 56, 57, 58.

Correspondance du procureur général syndic. 25 juin 1790 — brumaire IV, 3 reg. : 1 L, 34, 35, 36.

Correspondance du Commissaire du Directoire exécutif. Correspondance générale intérieure, brumaire IV — 14 frimaire VIII, 6 reg. : 2 L, 15, 16, 17, 18, 19, 20.

Correspondance du Commissaire du Directoire exécutif avec le ministre de l'Intérieur, 10 brumaire VI — 26 nivôse VIII, reg. 2 L, 13.

Correspondance secrète du Commissaire du Directoire exécutif, 14 brumaire V — 9 nivôse VIII, reg. 2 L, 21.

Correspondance générale extérieure du Commissaire du Directoire exécutif, 7 messidor V — 21 germinal VIII, reg. 2 L, 22.

Correspondance du Commissaire du Directoire exécutif sur les émigrés, 10 brumaire V — 15 germinal VIII, reg. 2 L, 23.

Correspondance du Commissaire du Directoire exécutif avec les ministres de la Guerre et de la Marine, 11 frimaire VI — 24 ventôse VIII, reg. 2 L, 24.

Correspondance du Commissaire du Directoire exécutif avec le ministre de la Police générale, 14 brumaire VI — 23 germinal VIII, reg. 2 L, 59.

District de Saint-Brieuc.

Délibérations du Directoire, du 12 juillet 1790 au 2 brum. IV, 10 reg.

Correspondance du Directoire, 27 août 1790 — 8 brum. II, 3 reg.

Correspondance avec les municipalités et les comités de surveillance, 8 nivôse II — 22 brum. IV, 1 reg.

Correspondance du procureur syndic, 3 août 90 — 3 brum. IV, 1 reg.

District de Pontrieux.

Délibérations du Directoire, 28 octobre 1791 — 22 frim. IV, 5 reg., 17 L, 3, 4, 5, 6, 7.

Mesures révolutionnaires et de sûreté générale, 25 mars II — 9 fructidor III, 1 reg., 17 L, 21.

Correspondance du Directoire, 16 nov. 1791 — 13 frim. IV, 7 reg. s. c.

• Correspondance du procureur syndic, 8 nov. 1791 — 29 brum. III, 1 reg.

District de Lannion.

Délibérations du Directoire, 14 juin 90 — octobre 92, 1 reg.

Correspondance du Directoire, 28 oct. 90 — 20 vendém. IV, 4 reg.

Correspondance du procureur syndic, déc. 1792 — 5 vend. II, 1 reg.
Correspondance avec les municipalités, 9 liasses non classées.

District de Loudéac.

Délibérations du Directoire, 26 juillet 1790 — 23 floréal IV, 2 reg.
Correspondance du Directoire, 17 sept. 1790 — 6 prairial IV, 6 reg. :
15 L, 8, 9, 10, 11, 12, 13.
Correspondance du procureur syndic, 15 frim. II — 24 fruct. II, 1 reg.
15 L, 14.
Correspondance de l'agent national, 26 fruct. II — 24 frim. IV, 1 reg.
15 L, 15.
Correspondance avec les municipalité, 8 liasses n. c.

District de Guingamp.

Délibérations du Conseil général, 14 juin 1790 — 25 mess. II, 1 reg.
Délibérations du Directoire, 10 août 1790 — 13 therm. III, 4 reg.
Correspondance du Directoire, 13 août 1790 — 17 mess. II, 4 reg.
Correspondance du procureur syndic, 2 nov. 1791 — 17 brum. IV, 1 reg.
Correspondance avec les municipalités, 10 liasses n. c.

District de Lamballe.

Délibérations du Conseil général, 14 sept. 1790 — 29 brum. III, 1 reg.
Délibér. du Directoire, 21 janv. 1791 — vend. IV, 4 reg. : 11 L, 6, 7, 8, 9.
Correspondance du Directoire, 23 juillet 1790 — 21 fructidor III, 5 reg. : 11 L, 13 à 17.
Correspondance du gouvernement révolutionnaire, 3 nivôse II — 3 prairial III, 1 reg. 11 L, 12.
Correspondance du procureur syndic, 20 nov. 1790 — 21 flor. II, 2 reg.
Correspondance de l'agent national, 24 floréal II — prair. III, 1 reg.
11 L, 20.
Correspondance avec les municipalités, 9 liasses n. c.

District de Dinan.

Correspondance du Directoire, 24 niv. II — 13 frim. IV, 1 reg.
Correspondance du Comité de salut public et de surveillance, 25 nivôse II — 30 floréal III, 1 reg. 7 L, 3.
Correspondance de l'agent national, niv. II — flor. III, 1 reg. 7 L, 5.
Correspondance avec les municipalités, 13 liasses n. cl.

District de Broons.

Délibérations du Conseil général, 15 oct. 1791 — 16 prair. III, 1 reg.
— du Directoire, 19 juillet 1790 — 12 oct. 1792, 2 reg.
Correspondance du Directoire, 28 juillet 1790 — 30 therm. III, 11 reg.

Police et Sûreté générale. Troubles et insurrections. Série L (^m5),
144 liasses cotées de 1 à 144 et 6 liasses sans numéro d'ordre.

Comité de surveillance de Broons,	1 liasse.
— de Dinan,	1 liasse et 1 registre.
— de Guingamp,	1 l.
— de Lamballe,	1 l. et 2 reg.
— de Lannion,	2 l.
— de Loudéac,	3 l.
— de Matignon,	1 l. et 1 reg.
— de Moncontour,	1 l. et 1 reg.
— de Quintin,	2 l.
— de Saint-Brieuc,	5 l. et 1 reg.

Comité permanent de Tréguier, 1 l.

Sociétés populaires (Saint-Brieuc, Broons), 1 l.

Municipalités cantonales.

Délibér. de la munic. de Plérin, 30 brum. IV — 18 prair. VIII, 1 reg.

— de Plouër, 12 niv. V — 17 frim. VII, 1 reg.

— de Pontrieux, flor. VI — vend. VII, 1 reg.

— de Plouagat, 20 mess. III — 28 fruct. V, 1 reg.

— de Lannion, 24 mess. II — 7 vend. VIII, 2 reg.

— de Jugon, 14 therm. III — 20 brum. VIII, 1 reg.

— de Lézardrieux, 18 prair. V — 25 pluv. VIII, 1 reg.

— de Matignon, 21 germ. V — 19 niv. VII, 1 reg.

— La Roche-Derrien, 9 therm. II — 22 prair. VIII, 1 reg.

— Loguivy-Plougras, 3 mars 1790 — 21 frim. V, 1 reg.

Registres de correspondance des commissaires du Directoire exécutif des cantons de Lannion, Guingamp, Lanvollon, Matignon, Perros-Guirec, Plestin, Lézardrieux, passim.

Subsistances. Série L (^m7), passim.

Traitement du clergé. L (V), nombreux cartons, quelques-uns sans numéro d'ordre.

3. — Archives départementales du Finistère.

Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Carhaix, série B.

4. — Archives départementales du Morbihan.

Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Ploërmel, série B.

Traitements du clergé, série L, 1490, 1491.

5. — Archives départementales d'Ille-et-Vilaine.

Intendance, C, 1318.

6. — Archives communales. (A. C.)

Saint-Brieuc.

Délibérations du corps de ville, 20 nov. 1789 — 16 oct. 1789, 1 reg., BB, 29.

Délibérations du Comité permanent, 20 juillet 89 — 5 févr. 90, 1 reg., BB. 30.

Délibérations du Conseil général de la commune, 1 févr. 1790 — 21 brum. IV, 3 reg. : 31, 32, 33.

Délibérations du Bureau municipal, 23 nov. 1791 — 26 therm. IV., 1 reg.

Délibérations de la municipalité, 14 nov. 1791 — 7^{al} IV., 1 reg. N° 34.

Délibérations de l'Administration cantonale, 9 germ. IV. — 27 pluvi., VII, 2 reg. : 35, 36.

Apprécis des grains, 20 février — an IX, 5 reg.

Lamballe.

Délibérations du Corps municipal et de la ville, 19 juillet 1787 — 22 janvier 1790, 2 reg. BB, s. n°.

Délibérations du Conseil général et de l'Administration municipale, 21 janvier 1791 — 10 brum. X, 2 reg.

Délibérations du bureau municipal, 16 nov. 1791 — 11 prair. II, 1 reg.

Guingamp.

Délibérations du corps de ville, mars 1786 — 29 déc. 1789, 1 reg. BB, 15.

Délibérations du Bureau municipal et du Conseil général de la commune, 16 déc. 1791 — 5 fruct. IV, 2 reg.

Délibérations de la Société populaire, 27 juillet 1793 — 26 prair. III, 1 reg.

Rostrenen.

Délibérations du corps de ville, 8 nov. 1782 — févr. 1790, 1 reg.

Délibérations de la municipalité, 10 février 1790 — 30 fruct. VIII, 9 reg.

Correspondance de la municipalité, 24 fruct. IV — 11 pluvi. IX, 1 reg.

Délibérations du Directoire du district, 19 janvier 93 — 22 vend. III, 2 reg.

Moncontour.

Délibérations du général de la paroisse de Notre-Dame et de Saint-Mathurin, 20 sept. 1772 — février 1790, 1 reg.

Délibérations de la municipalité, 24 janvier 1790 — 30 juillet 1793, 1 reg.

— — — cantonale, 19 germ. IV — an VIII, 1 reg.

Loudéac.

Délibérations de la municipalité, 14 février 1790 — fruct. VIII, 3 reg.

Correspondance de la municipalité, 16 frim. VI — 15 mess. VIII, 1 reg.

Délibérations de la municipalité de Cadéac, 11 juillet 1790 — 10 avril 1791, 1 reg.

Paimpol.

Délibérations de la ville, 30 déc. 1787 — 27 déc. 1789, 1 reg.

— des communes, 6 août 1789 — 15 février 1790, 1 reg.

Délibérations de la municipalité, 18 février 1790 — brum. IV, 1 reg.
— de la municip. cantonale, 13 germ. V — 15 prair. VIII, 4 reg.

Dinan.

Délibérations du corps municipal, 18 mai 1787 — 14 février 1790,
1 reg. BB, 10.

Délibérations de la municipalité, février 1790 — brumaire III, 2 reg.

Délibérations de l'administration cantonale, 23 brum. V — 12 frim. VII,
1 reg.

Délibérations du Comité de surveillance, 17 brum. II — 2 therm. II, 1 reg.

Délibérations du Directoire du district, août 1790 — juillet 1793, 3 reg.

Lannion.

Délibérations du corps de ville, 22 décembre 1787 — 24 janvier 1790,
1 registre BB, 17.

Délibérations de la municipalité, 5 fév. 1790 — 23 mess. II, 1 reg.

Arrêtés de police. Mercuriales, 12 fév. 1790 — 9 frim. VII, 1 reg.

Pontrieux.

Délibérations de la municipalité et de l'administration cantonale,
12 février 1790. — 1 floréal VI, 4 registres.

Délibérations de l'admin. cantonale, 5 brum. VII — 28 fruct. VII, 1 reg.

Correspondance de l'admin. cant., 24 frim. IV — 1 vend. VIII, 3 reg.

Correspondance du commissaire cant., 26 prair. VII — 24 flor. VIII, 2 reg.

Délibérations du Directoire du district, 15 déc. 1790 — 8 oct. 1791, 1 reg.

Léhon.

Délibérations de la municipalité, février 1790 — brum. IV, 1 reg.

Lanvollon.

Délibérations de la municipalité, février 1790 — fruct. III, 1 reg.

Plouagat.

Délibérations de la municip. cant., 1 vend. VI — 18 prair. VIII, 1 reg.

Bourbriac.

Délibérations de la municipalité cant., 1 pluv. IV — prair. VIII, 2 reg.

Ploumagoar.

Délibérations de la municipalité de Bonvallon (Saint-Agathon), 15
fruct. II — 12 vend. IV, 1 reg.

Lanvellec.

Délibérations de la municipalité, juillet 1793 — brum. IV, 1 reg.

Pommerit-le-Vicomte.

Délibérations de la municipalité et de l'administration cantonale,
brum. II — therm. VII, 1 reg.

IMPRIMÉS

(Bibliothèque Nationale : B. N.)

1. — Livres et Brochures publiés avant ou pendant la Révolution.

J.-M. BAUDOUIN DE MAISONBLANCHE. — *Institutions convenancières ou traité raisonné des domaines congéables en général et spécialement à l'usage de Tréguier et Goëlo, Saint-Brieuc, 1776, 2 vol. in-12.*

J.-M. BAUDOUIN DE MAISONBLANCHE. — *Rapport fait au Comité féodal sur les usages de la Basse-Bretagne — par M. B. de M., député de Lannion et de Morlaix à l'Assemblée Nationale et membre du Comité (6 et 19 déc. 1789), Paris, 1790, in-8° de 26 p.*

M. BESNÉ. — *Discours prononcé le 24 juin à l'occasion de l'enlèvement du roi, Rennes, s. d., B. N., Lb³⁹/5040.*

M. BESNÉ, ancien avocat à Saint-Brieuc. — *Mémoire sur les domaines congéables (Usages de la Basse-Bretagne), Saint-Brieuc, 1791, in-8° de 28 p.*

M. BESNÉ, ancien avocat à Saint-Brieuc. — *Consultation d'un ancien avocat à Saint-Brieuc sur les prétendus brefs du pape du 10 mars et du 13 avril 1791, Saint-Brieuc, 1791, in-8°.*

L. BIENVENÛE. — *Discours prononcé à l'ouverture du cercle constitutionnel de Port-Brieuc (15 brum. VI), Port-Brieuc, an VI, in-8° de 8 p.*

B. CADIOU. — *Le Juge jugé sans être entendu, Saint-Brieuc, s. d., in-8° de 18 p.*

DELAPORTE, dép. des C.-d.-N. — *Opinion sur les domaines congéables, (Séance du 16 fruct. VII), Paris, in-8°, de 16 p., B. N., Le⁴³/2302.*

DESNOS, l'aîné. — *Mémoire sur les domaines congéables de Bretagne, Paris, 1790, 1 in-8°, B. N., Lk²/534.*

DUVAL-VILLEBOGARD, dép. des C.-d.-N. — *Opinion contre le rapport de la commission du domaine congéable (17 vent. VII), Paris, an VII, in-8° de 20 p.; B. N., Le⁴³/2855.*

GAGON, député de Dinan. — *Observations relatives au droit féodal de la province de Bretagne, s. l., 1790, B. N., Lb³⁹/2817.*

L.-J. GOHIER. — *Mémoire pour le Tiers-Etat de Bretagne, Rennes, 1788, in-8°.*

G. GOUDELIN, dép. à la Convention nationale pour le département des C.-d.-N. — *Opinion sur la défense et le jugement de Louis Capet. Imprimé par ordre de la Convention, in-8°, Paris, 1793, B. N., Le³⁸/157.*

P. GUYOMAR, député des C.-d.-N. aux Cinq-Cents. — *Motion d'ordre sur la commémoration du 21 janvier, Paris, an V, in-8°, B. N., Le⁴³/669.*

P. GUYOMAR, député des C.-d.-N. aux Cinq-Cents. — *Opinion sur la suspension des ventes des domaines congéables (séance 12 floréal V., B. N., Le⁴³/938.*

P. GUYOMAR, député aux Anciens. — *Opinion sur le convenant ou domaine congéable* (16 therm. VI), Paris, an VI, in-8°, B. N., Le⁴⁵/1098.

P. GUYOMAR, député aux Anciens. — *Motion d'ordre sur la chute du trône, le 10 août 1792* (v. s.), (17 therm. VI), Paris, an VI, in-8°, B. N., Le⁴⁵/1101.

P. GUYOMAR, député aux Anciens. — *Motion d'ordre sur la juste punition du dernier roi des Français* (21 niv. VII), Paris, an VII, in-8°, B. N., Le⁴⁵/1386.

P. GUYOMAR, député aux Anciens. — *Sur la motion relative au droit de successibilité de la République sur les biens des émigrés...* (8 mess. VII), Paris, an VII, in-8°, B. N., Le⁴⁵/1697.

P. GUYOMAR, député aux Anciens. — *Discours prononcé sur la célébration de la fête du 14 juillet* (24 mess. VII), Paris, an VII, in-8°, B. N., Le⁴⁵/1740.

P. GUYOMAR, député aux Anciens. — *Rapport sur la résolution qui déclare applicable au département des C.-d.-N. la loi du 24 messidor précédent sur la répression du brigandage* (4^e jour compl. an VII), Paris, an VIII, in-8°, B. N., Le⁴⁵/1926.

GUYNOT-BOISMENU, dép. des C.-d.-N. — *Opinion contre le projet de résolution relatif aux domaines congéables* (18 vent. VII), Paris, an VII, 22 p., in-8°, B. N., Le⁴³/2857.

GUYNOT-BOISMENU. — *Opinion sur le rapport fait par Dubruel, au nom d'une commission chargée d'examiner la réclamation de plusieurs prêtres reclus* (26 vend. V), Paris, s. d., in-8°.

C. HELLO, député des C.-d.-N. — *Opinion sur l'organisation des sociétés s'occupant des questions politiques* (26 fruct. VII), Paris, an VIII, in-8°, B. N., Le⁴³/3579.

C. HELLO, député des C.-d.-N. — *Discours fait en faisant part aux Conseils des Cinq-Cents de la lettre écrite par l'administration centrale des C.-d.-N. aux députés de ce département* (29 fruct. VII), Paris, an VIII, in-8°, B. N., Le⁴³/3601.

P. HERVÉ. — *Observations aux habitants de Hénon, par P. H., curé de Boqueho, ex-vicaire d'ibidem, district de Saint-Brieuc, Saint-Brieuc, 1792, in-8°.*

J.-M. JACOB. — *Lettre pastorale de M. l'évêque des C.-d.-N.* (16 mai 1791), Saint-Brieuc, 1791, imp. de 24 p.

LA SAUSSE. — *Vie de l'abbé Cormeaux*, Paris, 1798, in-8°, s. n. d'auteur.

LE GORREC, député des C.-d.-N. — *Motion d'ordre sur le domaine congéable* (12 therm. VI), Paris, an VI, in-8°, B. N., Le⁴³/2202.

LE GORREC, député des C.-d.-N. — *Opinion sur le domaine congéable* (19 vent. VII), Paris, an VII, 26 p., in-8°, B. N., Le⁴³/2868.

C. LE COZ. — *Observations sur le décret de l'Assemblée Nationale pour la Constitution civile du clergé et pour la fixation de son traitement, accepté et sanctionné par le roi... précédées d'une lettre de M. Le Coz à un de ses amis*, Rennes, s. d., in-8° de 54 p.

A. LE MINTIER. — *Lettre du roi (du 3 septembre) et mandement de Mgr l'évêque de Tréguier*, Morlaix, s. d., in-8°, B. N., Lb³⁹/2350.

F. LE SAGE, prieur-curé de Boqueho. — *Mémoire justificatif* (14 juin 1791), Saint-Brieuc, s. d., 14 p., imp.

F. LIMON, député des C.-d.-N. — *Opinion sur cette question : exigera-t-on des prêtres une déclaration particulière de soumission au gouvernement républicain*, in-8°, Paris, s. d., B. N., Le⁴³/1175.

MAINGUY et LANJUNAIS. — *Instruction conforme à la doctrine de l'Eglise catholique et romaine sur la Constitution civile du clergé*, Rennes, 1791, in-8°.

OGÉE. — *Dictionnaire historique et géographique de la Province de Bretagne*, Rennes, 1778-1780, 4 vol. in-4°.

RIVOALLAN, député des C.-d.-N. — *Lettres aux communes... qui lui ont fait adresser des délibérations et des pétitions sur divers amendements à la loi des domaines congéables et à celle des droits féodaux*. (Paris, 5 avril 1792.) B. N., Lb³⁹/5853.

RIVOALLAN, député aux Anciens. — *Opinion sur la résolution du 2 messidor VII relative aux prêtres*, 28 mess. VII, Paris, an VII, in-8°, B. N., Le⁴⁵/1748.

RIVOALLAN, député aux Anciens. — *Réflexions... sur la résolution du 11 messidor concernant la garantie de la liberté politique et civile* (12 therm. VII), Paris, an VII, in-8°, Le⁴⁵/1786.

RIVOALLAN, député aux Anciens. — *Discours, en présentant au Conseil... l'adresse des citoyens de Port-Briec* (24 therm. VII), Paris, an VII, in-8°, B. N., Le⁴⁵/1819.

M. SAUVAGEAU. — *Coutumes de Bretagne*, Rennes, 1742, in-8°.

SÉVESTRE et BILLAUD-VARENNE. — *Rapport fait à la Convention Nationale par ses commissaires... envoyés dans les départements de l'Ille-et-Vilaine et des C.-du-N.* (5 mai, an second de la République), Paris, 1793, in-8°, B. N., Le³⁹/19.

ANT.-M.-N.-J. VISTORTE, représentant du peuple des C.-d.-N. — *Opinion sur les domaines congéables*, Paris, an VI, in-8°, B. N., Le⁴³/2303.

L'agent national près du district de Loudéac à ses concitoyens, principalement à ceux des campagnes (21 floréal II), in-8° de 16 p. Lamballe, an II.

Analyse et examen des charges, instructions, vœux et griefs du peuple de la sénéchaussée de Rennes, s. l., 1789, in-8°, B. N., Lb³⁹/1576.

Adresse des pauvres ouvriers et artisans de Lannion, de Tréguier et de la Roche-Derrien, accusés d'avoir fait opposition au transport des grains destinés à l'approvisionnement de Brest, Saint-Brieuc, 1789, in-8°, B. N., Lb³⁹/2500.

Amis de la Constitution de Dinan. — Lettre sur l'armée française, s. l. n. d., in-4°, Lb⁴⁰/2674.

Amis de la Constit. de Guingamp. Adresse... aux habitants et cultivateurs des campagnes (5 mars 1791), in-8°, Rennes, 1791, B. N., Lb⁴⁰/2719.

Amis de la Constit. de Saint-Brieuc. Adresse aux habitants de Saint-Brieuc sur l'impôt, Saint-Brieuc, 1791, 16 p. in-8°.

Avis concernant l'exercice du saint ministère dans les circonstances présentes en France, donnés par les supérieurs ecclésiastiques, Londres, 1797, in-8°.

Le camp-volant en Bretagne, s. l. n. d., in-8°, B. N., Lk²/535.

Les citoyens de la ville de Lamballe à la Convention nationale (4 juin 1793), Saint-Brieuc, 1793, 16 p. imp.

Convention nationale. — Appels nominiaux faits dans les séances des 15 et 19 janvier 1793, l'an II de la République... Paris, Imp. N^{ale}, 1793, in-8°, B. N., Le³⁸/171.

Les curés de Dauphiné à leurs confrères les recteurs de Bretagne, s. l., 1789, in-8°, B. N., Lb³⁹/1241.

Délibérations des Ordres de l'Eglise et de la Noblesse de la province de Bretagne, assemblés par ordre du roi en la ville de Saint-Brieuc du 17 au 20 avril 1789, Saint-Brieuc, s. d., in-8°, B. N., Lb³⁹/1543.

Extrait du registre des délibérations de la ville et communauté de Montcontour (21 juillet 1789), Saint-Brieuc, s. d., in-8°, B. N., Lb³⁹/2028.

Extrait du registre des délibérations du Comité permanent de Saint-Brieuc, s. l. n. d., in-8° de 24 p.

Instructions données par M. l'évêque de Langres... et adoptées par M. l'évêque de Tréguier, Saint-Brieuc, 1791, in-8°.

Instructions pour l'assemblée préparatoire du 19 germinal VI, s. l. n. d., in-8° de 4 p.

Lettre d'envoi des charges à donner à MM. les députés du Tiers à la prochaine assemblée des Etats, s. l. n. d., in-8°, B. N. Lk²/528.

Lettre d'un homme à 864 nobles bretons, s. l., 1789, in-8°, B. N., Lb³⁹/1110.

Lettre aux Bretons, s. l. n. d., in-8°, B. N., Lb³⁹/2818.

Mémoire présenté au roi par les députés du Clergé et de la Noblesse des Etats de Bretagne (14 février 1789), s. l. n. d., in-8°, B. N., Lb³⁹/1206.

Motif de l'avis de plusieurs membres d'une municipalité de Bretagne, s. l. n. d., in-8°, B. N., Lb³⁹/1485.

Observations du 15 février 1790 sur les troubles de la ci-devant province de Bretagne, Paris, s. d., B. N., Lb³⁹/2987.

Observations sur une brochure de F.-G. Cormaux, Saint-Malo, 1790, in-8° de 8 p.

Les officiers municipaux et notables de Saint-Brieuc, à leurs confrères, s. l., mai 1790, in-8° de 6 p.

Ordonnance de police rendue provisoirement par MM. les Commissaires du Comité permanent (de Saint-Brieuc) le 1^{er} septembre 1789, Saint-Brieuc, 1789, in-8° de 8 p.

Pacte fédératif des bas-officiers et soldats du 1^{er} bataillon du régiment du Poitou en garnison à Saint-Brieuc (16 avril 1790), Saint-Brieuc, 1790.

Procès-verbal des séances tenues par les jeunes citoyens de Bretagne et

d'Anjou, extraordinairement rassemblés en la ville de Pontivy le 15 janvier 1790, s. l. n. d., in-8°, B. N., Lb³⁹/2839.

Procès-verbal de l'assemblée tenue à Pontivy le 15 et autres jours de février 1790, Paris, 1790, in-4°, B. N., Lb³⁹/2988.

Procès-verbal de la Confédération des Français, Paris, 1790, in-8°.

Protestation et délibération du Clergé et de la Noblesse de Bretagne de 17 et 19 avril 1789, s. l. n. d., in-8°, B. N., Lb³⁹/1535.

Recueil d'arrêtés et de remontrances au roi, du Parlement de Bretagne, relatifs aux délibérations et protestations des Ordres de l'Eglise et de la Noblesse... (12 mai 1789), s. l., 1789, in-8°, B. N., Lb³⁹/1707.

Réponse au mémoire historique sur la constitution des Etats de Bretagne et observations sur cette réponse adressées à l'auteur, s. l. 1789, in-8°, B. N., Lk 2/527^{bis}.

Journaux révolutionnaires.

La Sentinelle du peuple aux gens de toute profession (10 nov. 1788-25 déc. 1788), s. l., in-8°, B. N., Lc²/99.

Le Hérault de la nation sous les auspices de la patrie, rédigé par un club de patriotes (63 numéros, 1^{er} janvier 1789-30 juin 1789), in-8°, B. N., Lc²/102.

Etats généraux. Bulletin de la Correspondance de Bretagne tant du clergé que de la sénéchaussée de Rennes (1789-1790), Rennes, (Autran), 4 vol. in-8°, B. N., Lc²/132.

La Correspondance de Bretagne aux Etats généraux, publiée par Vatar, fils (1789-1790), Rennes, 5 vol. in-8°, B. N., Lc²/130.

Journal des Municipalités, Districts et Départements de l'Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Loire-Inférieure et Morbihan (1790-1791), Rennes (Vatar, fils), 7 vol. in-8°, B. N., Lc²/131.

Gazette nationale ou le Moniteur universel (5 mai 1789 au 1^{er} vendémiaire VIII), Paris (Agasse), 21 vol. in-folio.

Table alphabétique de 1789 à 1799, 1 v. in-folio.

2. — Publications postérieures à la Révolution.

A) — Publications documentaires.

A. AULARD. — *Recueil des actes du Comité de Salut public*, 23 vol. in-8°, Paris (Imp. N^{ale}), en cours de publication.

A. AULARD. — *La Société des Jacobins*, Paris, 1889, 4 vol. in-8°.

A. BRETTE. — *Recueil de documents inédits relatifs à la convocation des Etats généraux de 1789*, Paris, 1894-1897, 3 vol. in-4°.

DEBIDOUR. — *Recueil des actes du Directoire exécutif*, Paris, 1911-1917, 4 vol. in-4°.

LÉON DUBREUIL. — *Les vicissitudes du domaine congéable en Basse-Bretagne à l'époque de la Révolution*, Rennes, 1915, 2 vol. in-8°.

MAVIDAL et LAURENT. — *Archives parlementaires*, tomes I à VII, Paris, 1867-1875, 7 vol. in-4°.

Ph. SAGNAC et CARON. — *Les Comités des droits féodaux et de législation*, Paris, 1907, in-8°.

H. SÉE et A. LESORT. — *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes pour les Etats généraux de 1789*, Rennes, 1909-1914, 4 vol. in-8°.

B) — Ouvrages généraux.

A. AULARD. — *Histoire politique de la Révolution française*, 3^e édition, Paris, 1905, in-8°.

DE BRACHET. — *Le conventionnel J.-B. Le Carpentier (1759-1829)*, Paris, 1912, in-12.

P. CARON. — *Concordance des calendriers républicain et grégorien*, Paris, 1905, in-8°.

CHASSIN. — *La préparation de la guerre de Vendée*, Paris, 1892, 3 vol. in-8°.

CHASSIN. — *La Vendée patriote*, Paris, 1893, 4 vol. in-8°.

CHASSIN. — *Les pacifications de l'Ouest*, Paris, 1894, 3 vol. in-8°.

CHASSIN. — *Table alphabétique*, in-8°.

CUNÉO D'ORNANO. — *Hoche. Sa vie et sa correspondance*, Paris, 1892, in-8°.

L. GALLOIS. — *Histoire des journaux et des journalistes de la Révolution française*, Paris, 1845, 2 vol. in-8°.

P. HÉMON. — *Les derniers Montagnards*, Paris, 1919, in-8°.

E. LOCKROY. — *Une mission en Vendée en 1793. M. A. Jullien. Notes recueillies par E. L.*, Paris, 1893, in-16.

MORTIMER-TERNAUX. — *Histoire de la Terreur*, Paris, 1869, 8 vol. in-8°.

ROBERT et COUGNY. — *Dictionnaire des Parlementaires français*, Paris, 1889, 5 vol. in-8°.

SAVARY. — *Guerre de Vendée et des chouans contre la République française*, Paris, 1824-1827, 6 vol. in-8°.

SODERHJELM ALMA. — *Le régime de la presse pendant la Révolution française*, t. I, Helsingfors, 1900, in-8°, B. N., Lc¹/75.

E. VIDEMENT. — *Les herbès marines. Utilisation. Réglementation*, Paris, 1909, in-8°.

H. WELSCHINGER. — *Aventures de guerre et d'amour du baron de Cormatin*, Paris, 1894, in-16.

C). — Ouvrages relatifs à la Bretagne.

J. BAUDRY. — *Etude historique et biographique sur la Bretagne à la veille de la Révolution*, Paris, 1905, 2 vol. in-8°.

P. DUCHATELLIER. — *Histoire de la Révolution dans les départements de l'ancienne Bretagne*, Paris, 1836, 6 vol. in-8°.

E. DUPONT. — *La condition des paysans dans la sénéchaussée de Rennes à la veille de la Révolution*, Paris, 1901, in-8°.

A. DUPUY. — *L'administration municipale en Bretagne au XVIII^e siècle*, publié dans les *Annales de Bretagne* t. iv (Rennes), 1888-1889.

DURAND. — *Ar Fe hag ar Vro, Gwenned* (Vannes), 1847, in-16.

GAULTIER DE KERMOAL. — *Les Etats de Bretagne et l'industrie des toiles*, publié dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*, t. II, 1866.

A. GIFFARD. — *Les Justices seigneuriales en Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1902, in-8°.

P. HÉMON. — *Le Comte de Trévou*, Paris, 1903, in-8°.

P. HÉMON. — *Le Deist de Bolidoux a-t-il trahi les députés girondins proscrits?* Paris, 1909, in-8°.

P. HÉMON. — *Quéinnec, député du Finistère à la Convention et aux Cinq-cents*, in-8°, Rennes, 1914.

E. HERPIN. — *Armand de Châteaubriand, correspondant des princes entre la France et l'Angleterre (1768-1809)*, Paris, 1910, in-16.

HUON DE PENANSTER. — *Une conspiration en l'an XI et en l'an XII*, Paris, 1896, in-18.

KERVILER, RENÉ. — *Recherches et notices sur les députés de la Bretagne aux Etats généraux et à l'Assemblée constituante de 1789*, Rennes, 1888, 2 vol. in-8°.

KERVILER, RENÉ. — *Cent ans de représentation bretonne. Les Etats généraux et l'Assemblée Constituante. L'Assemblée législative*. Paris, 1889-1891, 2 vol. in-8°.

KERVILER, RENÉ. — *Répertoire général de bio-bibliographie bretonne*, Rennes, 1886-1906, 17 vol. in-8°. En cours de publication.

LE BELLEC. — *Les deux Fédérations bretonnes-angevines*, publié dans la *Révolution Française*, t. xxviii, janvier-juin, 1895.

LE BOURDAIS. — *L'industrie et le commerce de la toile en Bretagne, du XV^e au XIX^e siècles* (analyse d'un mémoire inédit publié par les *Annales de Bretagne*, t. xxii, janvier 1907).

J. LE FALHER. — *Monographies chouannes (1^{re} série)*, Paris, 1911, in-8°.

J. LE FALHER. — *Le royaume de Bignan, Hennebont*, 1913, in-8°.

J. LE FALHER. — *Monographies chouannes (2^e série). Aventures de guerre civile*, Paris, 1919, in-16.

LE LAY. — *Lettres des députés de Pontivy*, publié dans les *Annales de Bretagne* (N^o de novembre-décembre 1912).

A. LE MOYNE DE LA BORDERIE. — *Histoire de la Bretagne*, Rennes, 1897-1899, 3 vol. in-8°.

G. LENOTRE. — *Le marquis de la Rouërie et la conjuration bretonne*, Paris, 1899, in-16.

LE TACONNOUX. — *Les subsistances et le commerce des grains en Bretagne au XVIII^e siècle*, Rennes, 1909, in-8°.

P. LEVOT. — *Biographie bretonne*, Vannes et Paris, 1852-1857, 2 vol. in-8°.

P. LEVOT. — *Histoire de la ville et du port de Brest pendant la Terreur*, Paris, 1871, in-8°.

R. OHEIX. — *Mémoires du conventionnel H. Fleury*, publié dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*, t. LXIII et LXV.

B. POCQUET. — *Les origines de la Révolution en Bretagne*, Paris, 1885, 2 vol. in-12.

CH. ROBERT. — *Urbain de Hercé, dernier évêque et comte de Dol*, Paris, 1900, in-8°.

S. ROPARTZ. — *Portraits bretons*, Saint-Brieuc, 1857, in-18.

S. ROPARTZ. — *Le registre de Concoret*, Saint-Brieuc, 1853, in-18.

B. ROBIDOU. — *Histoire et panorama d'un beau pays... nouvelle édition, augmentée de l'histoire de la Révolution en Bretagne, écrite sur des documents inédits, avec notes et pièces justificatives*, Dinan, 1861, gr. in-8°.

E. SAGERET. — *Le Morbihan et la chouannerie morbihannaise sous le Consulat*, Paris, 1911-1918, 4 vol. in-8°.

H. SÉE. — *Les classes rurales en Bretagne, du XVI^e siècle à la Révolution*, Paris, 1906, in-8°.

J.-M. TÉPHANY. — *Histoire de la persécution religieuse dans les diocèses de Quimper et de Léon de 1790 à 1801*, Quimper, 1879, in-8°.

J. TRÉVÉDY. — *Les deux Fédérations de Pontivy (janvier-février 1790)*, Vannes, 1905, in-8°.

F.-M. TRÉVAUX DU FRAVAL. — *Histoire de la persécution révolutionnaire en Bretagne*, réimpression, Saint-Brieuc, 1892, 2 vol. in-12.

D) — **Ouvrages relatifs au département des Côtes-du-Nord.**

A. BOTREL. — *La Communauté de Lamballe en 1788, 1789, 1790*, publié dans les *Annales de Bretagne*, 1904-1905, t. xx.

A. BOTREL. — *Le canton de Lamballe pendant l'insurrection de 1799*, publié dans les *Annales de Bretagne*, 1910-1911, t. xxvi.

E. CHAMAILLARD. — *Rostrenen révolutionnaire*, Paris, 1910, in-12.

F. CORMEAUX. — *Discours et opuscules politiques* (réimpression), Saint-Brieuc, 1857, broch. in-8°.

L. DUBREUIL. — *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*, Paris, 1909, in-12.

L. DUBREUIL. — *La vente des biens nationaux dans le département des Côtes-du-Nord*, Paris, 1909, in-12.

L. DUBREUIL. — *Le régime révolutionnaire dans le district de Dinan*, Paris, 1912, in-8°.

GARNIER DE KÉRIGANT. — *Les chouans. Episodes des guerres de l'Ouest*, Dinan, 1882, broch. in-12.

GESLIN DE BOURGOGNE et DE BARTHÉLÉMY. — *Etude sur la Révolution en Bretagne, particulièrement dans les Côtes-du-Nord*, Saint-Brieuc, 1858, in-8°.

HABASQUE. — *Notions historiques, géographiques, statistiques et agrono-*

miques sur le littoral des Côtes-du-Nord, Saint-Brieuc, 1832-1836, 3 vol. in-8°.

HAMON. — *Contribution à l'histoire de la franc-maçonnerie : la franc-maçonnerie en Bretagne, particulièrement dans les Côtes-du-Nord, publiée dans la revue l'Acacia, t. XVII, 1911.*

P. HÉMON. — *Les prêtres assermentés dans les Côtes-du-Nord, Rennes, 1897, in-8°.*

P. HÉMON. — *Les chouans dans les Côtes-du-Nord, Saint-Brieuc, 1897, in-8°.*

P. HÉMON. — *François Delaizire, député à l'Assemblée législative, Saint-Brieuc, 1898, in-8°.*

P. HÉMON. — *La légende de Le Roux de Chef-du-Bois, Rennes, 1899, in-8°.*

B. JOLLIVET. — *Les Côtes-du-Nord. Histoire et géographie de toutes les villes du département, Guingamp, 1854-1859, 4 vol. in-8°.*

R. LE CERF. — *Le général d'une paroisse bretonne Mûr', publié dans la Revue de Bretagne et de Vendée, t. LXIV.*

A. LEMASSON. — *Les actes des prêtres insermentés du diocèse de Saint-Brieuc, guillotinés ou déportés, Saint-Brieuc, 1916-1920, 2 vol. in-8°.*

CH. LE MAOUT. — *Annales armoricaines, Saint-Brieuc, 1846, in-12.*

S. ROPARTZ. — *Annales briochines, ou abrégé chronologique de l'histoire ecclésiastique, civile et littéraire du diocèse de Saint-Brieuc, par l'abbé Ruffelet, réédité avec une introduction de S. R., 1 vol. in-12, Saint-Brieuc, 1850.*

D. TEMPIER. — *Correspondance des députés des Côtes-du-Nord aux Etats généraux et à l'Assemblée constituante. — Correspondance des députés des C.-d.-N. à l'Assemblée législative. — Correspondance des députés des C.-d.-N. à la Convention : publié dans les Bulletins et Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord, t. XXVI, XXVII, XXVIII, XXX (1888, 1889, 1890, 1892).*

D. TEMPIER. — *L'invasion de Saint-Brieuc par les chouans le 5 brumaire an VIII (dimanche 27 octobre 1799). Récits et documents, Saint-Brieuc, 1889, in-8° de 70 p.*

Annuaire dinannais [I^{re}-VI^e années, 1832-1838', Dinan, 6 vol. in-18, B. N., Lc³¹/153.

Annuaire des Côtes-du-Nord, 20 années, 1836-1855', Saint-Brieuc, 20 vol. in-18, B. N., Lc³⁰/109.

Le diocèse de Saint-Brieuc pendant la période révolutionnaire, Saint-Brieuc, 1892-94, 3 vol. in-8°.



BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE

Notre objet n'est pas d'exposer les sources d'une histoire générale de l'esprit public pendant la Révolution, mais simplement d'examiner celles d'une histoire de l'esprit public dans le département des Côtes-du-Nord, de 1789 à 1799. Les témoignages contemporains, dont les plus importants sont conservés dans les dépôts publics d'archives, sont la première base de toute enquête sérieuse ; nous leur avons demandé presque toute notre documentation.

Dans la première partie de ce travail, nous indiquons les sources inédites que contiennent les Archives auxquelles nous avons eu recours, nous essayons de déterminer leur valeur et de justifier la méthode que nous avons suivie pour leur utilisation. Dans la seconde partie, nous traitons des imprimés qui constituent des témoignages et de tous ceux qui offrent quelque connexion avec notre sujet.

I. — LES DOCUMENTS INÉDITS

1) *Leur authenticité.*

Le fond de notre documentation provient des Archives nationales, des Archives départementales des Côtes-du-Nord, et enfin des archives communales d'un certain nombre de villes et gros bourgs. L'authenticité des registres ou liasses que nous y avons consultés est garantie par la date relativement récente à laquelle ils remontent, et par l'origine et le caractère officiel des collections dont ils font partie. Ces documents se corroborent, d'ailleurs, mutuellement si bien, et par leurs objets, et par leur style, et par les dates qu'ils portent, qu'il est impossible d'envisager raisonnablement l'hypothèse d'une introduction de pièces apocryphes. C'est pourquoi nous ne nous arrêterons pas à discuter de leur authenticité.

Nous avons aussi utilisé deux collections privées, qui nous ont été gracieusement ouvertes : celle de M. Raison du Cleuziou, et celle de M. Louis Ollivier.

La première renferme plusieurs liasses de lettres échangées pendant la Révolution entre les députés lannionnais Couppé et Rivoallan, leurs commettants et leurs amis politiques. Elles proviennent des papiers de J.-M. Penguern (1). Celui-ci, juge de paix à Taulé, puis à

(1) Sur les papiers de la collection Penguern, cf. l'article de Pierre Le Roux dans *les Annales de Bretagne*, t. XIII, 1898, pp. 321-326.

Perros-Guirec, avait, entre 1850 et 1852, fouillé et fait fouiller tout le pays situé entre Lannion, Morlaix, Saint-Pol-de-Léon, pour recueillir les chansons bretonnes populaires. Il mourut en 1856, juge au tribunal de Fougères, sans avoir pu publier les textes qu'il avait rassemblés. A sa mort, sa collection fut dispersée ; M. du Cleuziou, vers 1868, en acquit une partie, ainsi que les documents que son fils, M. Alain du Cleuziou, a bien voulu nous communiquer.

L'authenticité de ces derniers nous paraît incontestable : beaucoup d'entre eux portent des signatures connues et facilement vérifiables, car ce sont celles d'hommes politiques qui ont joué un rôle pendant la Révolution ; d'autre part, ils sont tous entièrement corroborés par des documents officiels, notamment par les registres de la municipalité et par ceux du district de Lannion. Enfin, un très grand nombre de lettres authentiques des députés Couppé et Rivoallan, naguère publiées par M. Tempier dans les *Bulletins et mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord* (1), sont des réponses aux lettres de la collection Penguern.

Bien que moins importants, les documents de M. L. Ollivier ont aussi leur intérêt. Sa collection est essentiellement constituée par des brochures révolutionnaires et par les correspondances adressées à son aïeul, Barthélémy-Pélage Georgelin, dernier sénéchal de Corlay, par ses amis politiques. La plupart de ceux-ci appartiennent également à l'histoire révolutionnaire des Côtes-du-Nord, tels, le futur député aux Cinq-Cents Limon, et Malo Besné, accusateur public près du tribunal criminel de 1790 à 1798. Une comparaison entre les documents officiels qui sont de leur écriture et leurs lettres à Georgelin ne laisse aucun doute sur l'authenticité de celles-ci.

2) Leur intégrité.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir examiné tous les témoignages émanant des autorités révolutionnaires du département des Côtes-du-Nord, mais nous avons consulté tous les procès-verbaux, délibérations, rapports et correspondances qui ont ou peuvent avoir un intérêt politique et qui, dans l'état actuel des dépôts où ils sont conservés : Archives nationales, départementales et locales, sont accessibles.

De ce nombre sont, tout d'abord, les documents électoraux, qui constituent le principal indice de l'esprit public à une époque donnée.

Les Archives nationales renferment, dans les séries Ba, B III et C, les cahiers généraux du Tiers-état et les procès-verbaux des assemblées des sénéchaussées, mais les cahiers du Bas-clergé font défaut pour les

(1) *Correspondance des députés des Côtes-du-Nord aux Etats généraux et à l'Assemblée constituante, à l'Assemblée législative, à la Convention*, t. xxvi, xxvii, xxviii, xxx (1888, 1889, 1890, 1892).

évêchés de Saint-Brieuc et de Tréguier, et les seuls renseignements que nous possédons sur eux sont les dépêches officielles et le compte-rendu, très sommaire, que fait du cahier du Bas-clergé de Saint-Brieuc le *Hérault de la nation* (1). Quant aux Ordres privilégiés, Noblesse et Haut-clergé, ils ont refusé de nommer des députés et n'ont pas rédigé de cahier.

Les Archives nationales contiennent également, dans la série C, la collection complète des procès-verbaux des assemblées électorales pour la nomination des représentants des Côtes-du-Nord aux différentes législatures révolutionnaires, ainsi que, dans la série B III, les votes populaires à l'occasion des plébiscites de 1793 et de l'an III. Ces documents nous sont parvenus dans leur intégrité. On doit noter cependant une légère lacune dans le plébiscite de 1793 (B III, 7) ; le procès-verbal du canton de Saint-Caradec, qui rejeta la constitution, manque. Enfin, dans la série F^{1c} III, Côtes-du-Nord, 1 à 12, les Archives nationales conservent les procès-verbaux d'un certain nombre d'assemblées électorales pour la constitution ou pour la réorganisation des autorités administratives du département ou des districts.

Le complément indispensable de ces procès-verbaux d'assemblées électorales, ce sont les procès-verbaux des assemblées primaires. Beaucoup d'entre eux ont disparu et les Archives départementales des Côtes-du-Nord n'en possèdent plus qu'une partie.

Dans la série B, les cahiers de doléances et les procès-verbaux qui les accompagnaient manquent totalement pour les quatre sénéchaussées de Saint-Brieuc, Jugon, Dinan et Lannion-Tréguier, soit pour plus de 200 paroisses. Les archives départementales voisines de l'Ille-et-Vilaine, du Finistère et du Morbihan, renferment les cahiers primaires des sénéchaussées de Rennes, Carhaix et Ploërmel, qui ont fourni 177 paroisses ou trêves aux Côtes-du-Nord. Comme celles de la sénéchaussée de Rennes, par suite de l'enchevêtrement et de la complication des anciennes juridictions royales, ne sont pas localisées dans la même région, mais, au contraire, dispersées dans tous les évêchés, leurs cahiers permettent par analogie de se rendre compte de l'état d'esprit moyen des paysans au moment de la convocation des Etats généraux.

On est moins bien documenté sur les assemblées primaires des premières années de la Révolution. Leurs procès-verbaux sont classés aux Archives départementales des Côtes-du-Nord dans la série L (m3) et forment 13 liasses. Il n'y a guère que les procès-verbaux des assemblées cantonales de 1791 qui soient à peu près au complet (75 cantons sur 81)~; ceux des assemblées de 1790 n'existent plus, et pour 1792, nous ne possédons que six cantons, ce qui est insuffisant pour tenter de déterminer avec quelque probabilité le nombre des votants et la proportion des abstentions.

(1) N° 48, p. 773.

Les procès-verbaux des assemblées cantonales de 1795 à 1799 (série L (m4), 25 liasses) offrent moins de lacunes. Pour l'an V, il manque 75 procès-verbaux sur 87 ; par contre, pour les assemblées primaires de l'an IV, de l'an VI et de l'an VII, ils sont assez nombreux, quoiqu'in-complets, pour permettre un jugement motivé sur l'ensemble du département, car ils représentent les trois-quarts ou les quatre-cinquièmes des cantons.

Outre les documents électoraux, nous avons consulté les registres et les correspondances des autorités constituées du département. Ici encore, les lacunes sont abondantes. Seuls les registres de délibérations et de correspondance du Directoire des Côtes-du-Nord et ensuite de l'Administration départementale, ainsi que les registres du procureur général syndic et du Commissaire central du Directoire exécutif, nous sont parvenus dans leur intégrité.

Il y a cependant quelques lettres de ces hauts fonctionnaires qui n'ont pas été enregistrées, soit par suite de la négligence des bureaux, soit parce que leurs auteurs ont craint des indiscrétions de la part du personnel administratif. Telles sont plusieurs lettres du commissaire Armez en l'an IV, et de l'un de ses successeurs, Pouhaër, en l'an VI. L'examen attentif de la série F7 aux Archives nationales, auquel nous avons pu nous livrer, grâce aux indications si complaisamment fournies par M. Schmidt, nous a permis de retrouver plusieurs de ces pièces.

L'un des registres de délibérations du Directoire départemental, coté L 7, 6, a subi des mutilations qui paraissent volontaires. Les feuillets du f° 41 au f° 46 inclus, du 7 ventôse II au 1^{er} brumaire III, ont été arrachés. Ils contenaient les mesures de déchristianisation arrêtées sous l'inspiration de Le Carpentier, et il est possible que ce soient les auteurs eux-mêmes de ces délibérations qui aient ainsi essayé après le 9 thermidor de faire disparaître les preuves de leur participation à une politique de persécution religieuse devenue très impopulaire.

Les conséquences de ces mutilations sont moins graves qu'on pourrait le craindre. La plupart des arrêtés et des proclamations du Directoire des Côtes-du-Nord ont été transcrits par les Directoires de district sur leurs registres, et, dans leur correspondance, les agents nationaux en ont fait mention, de sorte qu'il est relativement facile d'en reconstituer l'essentiel.

Ce qui est beaucoup plus important, c'est la perte d'un certain nombre de registres et de liasses provenant des districts. Les papiers de ces derniers n'ont pas tous été versés, au début du XIX^e siècle, aux Archives départementales ; beaucoup d'entre eux sont restés dans les mairies des anciens chefs-lieux où ils ont souvent été livrés au pillage. L'insouciance et l'ignorance des maires et des secrétaires de mairie ont permis à des collectionneurs peu scrupuleux d'en soustraire une partie. C'est ainsi que nous avons appris, il y a une dizaine d'années, que plusieurs liasses de lettres provenant du district de Lamballe étaient

aux mains d'un particulier, qui, les ayant reçues par voie d'héritage, s'en croyait le propriétaire légitime et, à notre demande, se refusait à les restituer.

D'autres disparitions ont eu pour cause, semble-t-il, une conception puérile de l'honneur, assez répandue en Bretagne dans certaines familles dont les chefs ont naguère fait figure de patriotes, ou se sont enrichies par d'heureuses spéculations sur biens nationaux, et dont les membres se sont dans la suite alliés avec la bourgeoisie conservatrice ou avec la noblesse. Il n'est pas téméraire de supposer, vu le caractère de plusieurs lacunes, et la vivacité que les passions politiques ont longtemps conservée dans quelques cantons, que le manque de surveillance des archives communales ait été mis à profit par les intéressés pour supprimer des documents jugés compromettants.

Enfin le temps a aussi fait son œuvre ; les liasses et registres, regardés comme vieux papiers, entassés en désordre dans des locaux peu faits pour les recevoir, y ont été la proie des rats et des intempéries (1).

Il s'en suit que les documents venant des anciens directoires de district sont aujourd'hui très incomplets. Pour les districts de Lannion et de Broons, les registres de délibérations, actuellement déposés aux Archives départementales, ne vont pas au-delà du mois d'octobre 1792. Ceux de Dinan, qui sont encore conservés aux Archives communales, s'arrêtent en juillet 1793. Les délibérations des Conseils généraux de district manquent aussi pour Saint-Brieuc, Pontrioux, Lannion, Loudéac, Dinan et Rostrenen, soit pour six districts sur neuf. Enfin, les registres de correspondance des agents nationaux, dont l'intérêt est très grand pour toute la période du gouvernement révolutionnaire, n'existent que pour sept districts. Nous ne mentionnons pas les lettres écrites par les municipalités et les comités de surveillance aux directoires, les proclamations, les ordres de réquisitions de toute nature ; les quelques liasses qui subsistent n'en représentent qu'une infime partie.

Ces lacunes sont, toutefois, partiellement compensées par les registres de correspondance des directoires, qui, bien que n'ayant pas été intégralement conservés, sont très nombreux et permettent, à défaut des délibérations elles-mêmes, de voir l'action des administrations de district sur les communes de leur ressort et leurs rapports avec le Département. C'est ainsi que pour Lannion, nous possédons la correspondance complète du Directoire de 1792 à l'an IV, et celle du procureur syndic jusqu'au 5 vendémiaire II ; pour Dinan, les registres de correspondance du Directoire et celui de l'agent national ont été conservés pour toute la période du gouvernement révolutionnaire ; pour Broons, nous avons la correspondance entière du Directoire, du 28 juil-

(1) Voir, à propos des Archives départementales des Côtes-du-Nord, ce qu'écrivaient en 1858 Geslin de Bourgogne et de Barthélemy dans leurs *Etudes sur la Révolution en Bretagne, principalement dans les Côtes-du-Nord*, pp. 1 et 11.

let 1790 au 30 thermidor III. Ces documents seuls ne seraient pas suffisants pour connaître en détail l'histoire de chaque district, mais ils sont complétés par les registres départementaux, et par un certain nombre d'autres sources qui fournissent sur les événements qui ont le plus frappé les contemporains des renseignements aussi nombreux que variés.

Telles sont, aux Archives nationales (1), les séries DIII, IV, IV bis, VI, XIV, XIX, XXIX, XXIX bis, XL, qui contiennent les papiers des différents Comités de la Constituante et de la Convention ; les séries départementales, F^{1c} III, Esprit public, et F^{1b} II, Personnel ; la série F⁷, Police et sûreté générale, affaires diverses, dont les cartons renferment les correspondances et les rapports que les autorités constituées, les indicateurs des Ministres et même de simples particuliers ont adressés au gouvernement central ; enfin, la série C, où l'on trouve les motions et adresses envoyées aux Assemblées nationales par les corps administratifs et les sociétés patriotes, adresses dont la transcription n'a pas toujours été faite sur les registres de correspondance. Telles sont aussi, aux Archives départementales des Côtes-du-Nord, les 150 liasses classées sous la cote L (m5).

C'est l'histoire anecdotique du département racontée par les lettres adressées au Directoire des Côtes-du-Nord, les arrêtés administratifs, les proclamations, les rapports des municipalités, des juges de paix, des commissaires du Directoire, les procès-verbaux de toute nature, parfois même d'assemblées primaires, ainsi que de troubles et d'émeutes, les dénonciations, les ordres d'arrestation, les papiers saisis sur les suspects ou sur des chouans, les extraits des jugements rendus par le Tribunal criminel ou par les Conseils de guerre, et enfin par des brochures révolutionnaires. La variété de la matière et sa richesse apportent des compléments, qu'on ne trouverait nulle part ailleurs, à la sécheresse et aux lacunes des registres officiels.

Une dernière source de documentation à laquelle nous n'avons pu que rarement recourir avec fruit, ce sont les Archives communales. Les communes des Côtes-du-Nord qui conservent encore la collection intégrale de leurs registres de délibération, depuis 1788 jusqu'à 1799, sont très rares. Sur une trentaine de localités, dans lesquelles nous avons fait des recherches, nous ne connaissons que les villes ou gros bourgs de Saint-Brieuc, Moncontour, Pontrieux, Loudéac, Lannion, Kostrenen, Lanvollon, Paimpol et Châtelaudren dont les délibérations soient au complet, et encore, dans quelques-unes de ces communes, elles ne commencent qu'à partir de février 1790, date de l'entrée en

(1) Sur les sources d'une histoire départementale aux Archives nationales, cf. l'excellent guide de M. Ch. Schmidt : *Les Sources de l'Histoire de France depuis 1789 aux Archives nationales*, Paris, 1907.

fonction des municipalités nouvelles (1). A Guingamp, à Lamballe, et à Dinan, pour ne citer que des villes, il manque un ou plusieurs registres.

Quant aux registres de délibérations des communes rurales, la plupart du temps, il ne remontent pas au-delà de l'an IX, parfois moins loin encore (2). Dans 44 cantons de la Cornouaille ou du pays « gallo », les chouans, en 1795 et 1796, ont mis à mal les archives, mais ils ne sont pas les seuls responsables des disparitions que nous avons constatées dans les municipalités campagnardes, et nous pourrions refaire à leur sujet les mêmes observations qu'au sujet des papiers des districts (3). C'est donc une bonne fortune que de retrouver intactes les délibérations communales de 1790 à 1795.

Notre plan était de consulter dans chacun des neuf districts les registres d'une ville ou gros bourg, et ceux d'une paroisse rurale. Nous avons presque réussi à réaliser la première partie de ce projet (4), mais nous avons dû, devant l'inutilité de nos recherches, renoncer à la seconde, et, faute de mieux, nous contenter de registres dépareillés, réduits parfois à quelques feuillets, comme à Lanvellec, et aux registres des municipalités cantonales déposés aux Archives départementales, ou conservés dans les mairies, comme à Pontrieux (5).

Certaines localités, choisies comme chefs-lieux de canton, ont continué à se servir de leur registre communal pour enregistrer les délibérations de la municipalité cantonale, ce qui a valu à ce registre d'être versé aux Archives départementales, lorsque les papiers des cantons y ont été envoyés. Nous devons à cette circonstance de trouver aux Archives des Côtes-du-Nord un registre de commune rurale dont les délibérations vont sans interruption du 3 mars 1790 à l'an V. C'est celui de Loguivy-Plougras ; il est le seul, avec celui de Léhon, qui remonte aux premières années de la Révolution.

Ces disparitions, très regrettables, n'ont pas eu pour notre étude les conséquences qu'au premier abord nous redoutions ; elles sont en partie compensées par d'autres documents. Les municipalités ayant pris, dès leur formation, l'habitude de recourir aux autorités de district

(1) Loudéac, Pontrieux, Lanvollon.

(2) Le premier registre à Plancoët commence en l'an IX, à Plaintel en l'an XII, à Jugon en 1809, au Merzer en 1833, etc.

(3) C'est ainsi qu'un registre de délibérations de la municipalité de Ploumagoar (1791-1792), existant encore en 1843, a disparu depuis. Le premier registre de délibérations de Plédran (février 1790) signalé dans l'inventaire de 1867 est introuvable aujourd'hui.

(4) Broons est le seul chef-lieu de district où nous n'ayons pas enquêté.

(5) A partir de l'an IV, les municipalités cantonales remplacent les communes ; leurs registres auraient dû être versés aux Archives départementales, mais quelques localités, comme Paimpol, Pontrieux, etc., les ont conservés ; dans d'autres, et c'est le plus grand nombre, ils ont été égarés.

ou du département pour chaque affaire tant soit peu importante, les registres du Directoire des Côtes-du-Nord, des directoires de district et surtout les papiers de la série L (m5) viennent heureusement combler les défauts des registres communaux. D'autre part, à en juger par le manque d'intérêt politique de la plupart des délibérations des communes rurales et des municipalités cantonales, celles-ci assez nombreuses, que nous avons vues, l'examen d'un plus grand nombre de registres n'aurait vraisemblablement apporté à notre enquête que fort peu d'éléments nouveaux (1).

3) Leur véracité.

Nous ne nous arrêterons pas à examiner la sincérité des procès-verbaux électoraux qui sont des constats ; leur publicité, leur rédaction collective ne sont pas toutefois une garantie suffisante, mais il est rare que l'unanimité existe et ils mentionnent souvent des oppositions et des réclamations. Ils ne sont guère inexacts que par prêterition, mais comme ils ne sont pas isolés, il est relativement aisé, grâce aux correspondances qui les accompagnent et aux aveux mêmes de leurs auteurs, de faire la part du vrai et du faux (2).

Le registres de délibérations ne sont que les registres d'enregistrement, mais les considérants des arrêtés, ainsi que les correspondances administratives, ne sont pas exempts de grossissement et de déformations, car ils reflètent les préoccupations de leurs auteurs, gens de parti, souvent très passionnés, bien que de bonne foi. Tous ces documents ont encore pour correctifs les protestations de l'opposition, qui, dès le début de la Révolution, s'est affirmée dans les Côtes-du-Nord sous un grand nombre de formes et dont les manifestations diverses sont connues par les registres officiels eux-mêmes et particulièrement par les papiers de toute nature conservés dans la série L (m5), aux Archives départementales, et dans les séries D, F⁷, F¹⁰, aux Archives nationales.

Nous voudrions principalement attirer l'attention sur une certaine catégorie de documents révélateurs de l'esprit public, dont nous avons fait grand état, à savoir : les rapports décennaires des agents nationaux,

(1) Sur le manque d'intérêt politique des registres de délibération des communes rurales, cf. l'art. de L. Dubreuil : *La commune de Trégastel pendant la Révolution*, publié dans la *Révolution française*, février 1912. Il conclut de la sorte l'analyse qu'il fait du registre de délibérations : Trois objets préoccupent les paysans : « leur église, leur goémon, leurs chemins vicinaux. »

(2) Par exemple, pour les procès-verbaux des Assemblées primaires de l'an VI (A. C. D. N. : L (m4) 1-25), dont quelques-uns furent sciemment altérés par les républicains directoriaux, afin d'assurer le succès de leurs candidats, notamment à Rostrenen.

du procureur général syndic et des commissaires du Directoire exécutif. Leur caractère parfois apologétique demande qu'ils ne soient pas toujours pris au pied de la lettre.

Nous avons surtout fait usage de la correspondance et des rapports du procureur général syndic Rupérou, des commissaires départementaux ou suppléants de commissaire Armez, Daniel, Boullaire, Pouhaër et Denoual, personnages que leur haute situation, leur culture, leurs relations mettaient à même de bien connaître, et d'apprécier avec assez de justesse, la région dans laquelle s'exerçait leur activité. Fonctionnaires consciencieux et laborieux, sans grande envergure, ils se sont appliqués à leur tâche honnêtement, et même quelques-uns avec zèle, comme Rupérou, Armez et Denoual, mais aussi avec la préoccupation de faire prévaloir leurs conceptions politiques et celles du parti qui les avait portés aux affaires.

Le fédéraliste Rupérou, proscrit pendant la Terreur, a surtout tenté de pratiquer la politique de conciliation de ses protecteurs les conventionnels Guezno et Guermeur, à qui il devait sa nomination, et ses appréciations se ressentent parfois de ce souci. La sympathie que le commissaire provisoire Daniel de Kerinou, ancien maire de Lannion, et que son successeur Boullaire-Villemoisan, ancien procureur fiscal du duché de Penthièvre au siège de Lamballe, nourrissaient à l'égard des « honnêtes gens » de l'an V, avec qui ils collaboraient à l'administration départementale, a plus d'une fois influencé leurs jugements, tandis que chez Armez, Pouhaër et Denoual, républicains directoriaux entièrement dévoués au gouvernement, le désir très marqué de servir les vues du Directoire, ou de s'en faire approuver, les a conduits à des déclarations inexactes par leur généralisation (1). Chez tous, soit dans un sens ou dans l'autre, on constate une tendance à l'exagération ; le désir inconscient d'accroître leur mérite les porte, plus ou moins, à faire un étalage complaisant et légèrement embelli des résultats qu'ils ont obtenus, ou des difficultés qu'ils doivent surmonter (2).

Cette réserve faite, leurs lettres à tous et leurs rapports, que confirment d'ailleurs ou que corrigent, dans bien des cas, les correspondances émanant des fonctionnaires subalternes, et aussi celles d'adversaires portés à les décrier, constituent des témoignages de très grande valeur sur la situation des Côtes-du-Nord et sur l'état de l'esprit public. Les renseignements que donnent Denoual sur la chouannerie et sur l'opposition royaliste sont les plus exacts que nous ayons rencontrés :

(1) Par exemple, lorsque Pouhaër écrit, en vendém. VII, que le calendrier républicain lui paraît « prendre faveur » dans les villes, ce qui est vrai pour Saint-Brieuc, mais non pour la plupart des autres villes. A. N. : F¹^c III, C.-d.-N. 10.

(2) Ce défaut est particulièrement sensible dans la correspondance d'Armez, prêtre abdicataire assez ambitieux qui a mystifié ses contemporains en s'attribuant les titres d'ex-chanoine de Vannes et d'ex-vicaire épiscopal du Morbihan, qualités auxquelles il n'eût que des prétentions.

nous ne l'avons jamais trouvé en contradiction avec les déclarations authentiques des rebelles capturés, ou les papiers saisis sur leur personne ou dans les perquisitions.

On ne peut accorder la même confiance aux rapports des indicateurs que le Directoire exécutif envoya dans les Côtes-du-Nord en l'an VI et en l'an VII (1). L'un d'eux, un certain Le Grand, est un policier sans culture et sans critique, qui prend ses informations près des anciens « terroristes » (2), gens si disqualifiés que, même après le 18 fructidor, ils resteront sans emploi. Comme eux, il ne voit dans l'administration centrale, composée de républicains directoriaux à tendances conservatrices, que des royalistes déguisés, et il recueille sur son compte les racontars les plus hostiles et les moins fondés. Ses lettres, dans lesquelles Denoual est qualifié de « royaliste enragé » et « d'ex-chevalier du poignard » (3), ne peuvent être utilisées que lorsqu'elles sont corroborées par d'autres documents.

L'autre policier, Charles Brunot, appartenait à la bourgeoisie guin-gampaise et avait de nombreuses relations dans le département, même avec des familles royalistes. L'esprit de dénigrement évident avec lequel il parle de l'administration départementale et de son commissaire (4), qui l'accueillirent assez froidement et firent agir la députation pour obtenir son rappel, ôte à ses informations, de qualité supérieure cependant à celles de Le Grand, une partie de leur valeur. Elles ont besoin d'être corrigées, comme celles de son prédécesseur, par les rapports officiels qui, en définitive, sont les sources les plus sûres, grâce aux nombreuses délibérations qui les confirment et aussi à l'autorité qu'ils empruntent à la personnalité de leurs auteurs.

(1) A. N. : F7, 3669, 1 et 2 ; F7, 7330.

(2) Cette épithète flétrissante fut infligée après le 9 thermidor à quelques-uns des hommes politiques qui, pendant la Terreur, avaient tenu les premiers rôles. Elle fut surtout usitée dans le district de Dinan pour désigner ceux qui naguère s'étaient recommandés de l'amitié de Le Carpentier.

(3) Denoual était particulièrement odieux aux « terroristes » dinannais, car, secrétaire de Boursault, il avait fortement contribué à les faire destituer des charges publiques qu'ils remplissaient. Commissaire du Directoire exécutif près le canton de Dinan-ville, il fut à plusieurs reprises dénoncé par eux. En l'an VI, il sera élu administrateur du département et nommé, en l'an VII, commissaire central. Il était un des organisateurs du système d'espionnage établi, en l'an VI et en l'an VII, contre les chouans, système qui amena de nombreuses captures.

(4) Entre autres imputations, Brunot accuse, par exemple, l'administration départementale de vendre les domaines congéables de la nation au denier 5, au lieu du denier 15 ou 20, et de causer ainsi un tort considérable à la République (A. N. : F7, 3669, 2, 6 ventôse VII). Léon Dubreuil, dans *la Vente des biens nationaux dans le département des Côtes-du-Nord*, a fait justice de cette accusation (pp. 357, 358 et 378).

4) *Méthode suivie pour l'utilisation des documents d'archives.*

A) LES DOCUMENTS ÉLECTORAUX

L'objet de notre travail était, non l'histoire générale du département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution, mais l'histoire de l'esprit public pendant cette période. Notre premier devoir était donc de rechercher ce que la population a pensé de la Révolution et comment elle s'est comportée à son égard. Quelle signification a-t-elle attribuée aux événements politiques qui se sont déroulés depuis 1789 ? Quelle part y a-t-elle prise ? Comment et dans quelle mesure y a-t-elle concouru, tout au moins indirectement, par les représentants qu'elle a envoyés aux Assemblées nationales ?

Les procès-verbaux des Assemblées électorales apportent à ces questions les éléments d'une réponse. Les vœux et les griefs des électeurs ne se déduisent pas seulement de la personnalité des élus, quand celle-ci est bien marquée, ce qui n'est pas toujours le cas, mais jusqu'en l'an IV, ils sont souvent explicitement formulés dans les adresses ou dans les discours prononcés pendant la session et mentionnés dans les procès-verbaux.

Toutefois, le nombre des suffrages exprimés n'indique pas dans quelles proportions les citoyens actifs ont fait usage de leurs droits et prétendu intervenir dans le gouvernement du pays. Les collèges électoraux ne contiennent qu'une sélection, plus instruite que la masse, et parmi laquelle les abstentions sont rares. Il est nécessaire de savoir, aussi exactement que possible, ce que ces assemblées du second degré ont représenté comme nombre et comme qualité, et pour cela, d'examiner les procès-verbaux des assemblées primaires dont elles sont issues, afin de déterminer dans quelles conditions les électeurs du premier degré ont contribué à leur nomination.

Les lacunes que nous avons signalées dans ces procès-verbaux rendaient toute enquête difficile. Cependant, grâce à ceux d'entre eux qui subsistent encore et qui, par un heureux hasard, au lieu d'appartenir à une région localisée des Côtes-du-Nord, proviennent de cantons situés dans toutes les parties du département, nous avons pu, pour toutes les consultations électorales, sauf pour celles de 1790 et de 1792, déterminer, avec des garanties de probabilité, les chiffres des votants et des inscrits.

Les indications que donnent les procès-verbaux des assemblées électorales, même complétés par les procès-verbaux des assemblées primaires, ne suffisent pas pour apprécier avec justesse les convictions politiques des électeurs. Le plus souvent, en effet, on ne se trouve pas en présence de partis bien classés, aux frontières précises, aux programmes arrêtés, mais plutôt de coalitions passagères, surtout à partir

de l'an IV. Les députés des Côtes-du-Nord sont des personnages de second plan, dont le rôle est des plus modeste aux Assemblées nationales, où ils votent généralement avec la majorité. Leur principal souci semble être, sauf au moment de la crise fédéraliste, et ensuite de la réaction de l'an V, de rester « dans le sens du gouvernement ». Ils ont surtout fait figure d'opportunistes et leurs adaptations successives rendent leur classement malaisé.

B) LES ADRESSES, PÉTITIONS, DÉNONCIATIONS

L'interprétation des documents électoraux est grandement facilitée par les multiples manifestations auxquelles se sont livrés les citoyens, ceux du moins qui s'intéressaient à la politique, à l'occasion des différents événements de la Révolution. Jusqu'en 1795, chaque vote important des Assemblées, comme chaque journée révolutionnaire, ont suscité de leur part des adresses d'approbation ou de blâme, des vœux, des pétitions ou des dénonciations. D'un autre côté, tous les événements locaux qu'ils ont jugé de nature à entraver ou à favoriser la marche de la Révolution, même de simples incidents, qui, aujourd'hui, nous semblent insignifiants, leur ont paru dignes d'attirer l'attention des législateurs, et ils se sont empressés de les leur signaler et de solliciter d'eux soit des encouragements, soit des décrets de répression.

Cette correspondance, qui montre avec quelle attention l'opinion publique a suivi les travaux des Assemblées nationales et la part que par ses conseils, ses critiques ou ses approbations, elle y a prise, est conservée aux Archives nationales.

Le *Procès-verbal imprimé* des législatures donne l'indication des adresses, leur objet sommaire et leur date de réception. Ce dernier renseignement permet de consulter avec fruit la série C, et d'y retrouver dans les pièces annexées au procès-verbal, les adresses elles-mêmes, parfois très différentes du compte-rendu qui en a été fait (1). A partir de la fin de la Convention, les adresses se font rares et nos recherches dans la série C sont restées infructueuses, mais nous avons rencontré dans la série F7 un certain nombre de pétitions relatives aux prêtres, au domaine congéable et à divers objets, tandis que le carton AF III, 221 nous a donné les adhésions envoyées au Directoire exécutif après le coup d'état du 18 fructidor V.

Les papiers des Comités ne sont pas moins instructifs, particulièrement ceux des Comités de pétition (Dxi), de législation (Diii), des rapports et des recherches (Dxxix et xxix bis), des droits féodaux (Dxiv)

(1) Telle l'adresse de la Société populaire de Lamballe du 22 juin 1793, qui blâme à la fois la Montagne et l'agitation fédéraliste. Le *Procès-verbal* en a inséré une partie, à la date du 2 juillet, mais en supprimant la phrase : « Un grand crime a été commis... », ce qui modifie complètement le sens de l'adresse. A. N. : C. 258.

et du Comité ecclésiastique (DxiX), ainsi que la série F^{1c} III, sur la manière dont s'est exprimé l'acquiescement ou l'opposition des habitants des Côtes-du-Nord aux décrets et aux lois révolutionnaires.

C) LES REGISTRES DE DÉLIBÉRATIONS ET DE CORRESPONDANCE
DES AUTORITÉS CONSTITUÉES

Grâce à ces adresses, ces pétitions, ces dénonciations même, la marche de l'esprit public dans le département s'entrevoit déjà dans ses grandes lignes, mais il reste encore beaucoup de points à préciser, car tous ces documents font souvent allusion à des événements locaux insuffisamment connus. Les signatures qu'ils portent sont, la plupart du temps, celles d'individus mentionnés dans les procès-verbaux électoraux, gens trop effacés, presque toujours, pour que l'on sache exactement ce qu'ils représentent comme idéal politique, en dépit des discours qui ont accompagné leurs élections. Ces élections, elles-mêmes, ont pu être viciées par des cabales ou par des brigues, ce qui est à craindre à une époque où l'éducation de l'électeur est à peine ébauchée. Les documents électoraux, s'ils sont sincères, peuvent n'être pas complets et se trouver inexacts par prétérition. Enfin, d'un autre côté, il reste à déterminer le rôle de cette masse politiquement inexistante, puisqu'elle ne vote pas, et qui représente cependant les trois quarts ou les quatre cinquièmes des citoyens actifs. Son indifférence cache-t-elle une approbation ou n'est-elle qu'une forme d'opposition ?

Toutes ces difficultés sont insolubles sans une certaine connaissance de l'histoire du département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution, non seulement de l'histoire politique, mais aussi de l'histoire religieuse, car le très grand attachement des populations rurales, et même urbaines, au catholicisme traditionnel, a eu pour conséquence leur hostilité vis-à-vis des nouveautés de la constitution civile, comme plus tard vis-à-vis des tentatives religieuses de la Convention et du Directoire. L'histoire économique a aussi son intérêt ; dans ce département agricole, de population essentiellement campagnarde, les mauvaises récoltes ont eu comme contre-coup une certaine fermentation, exploitée contre le gouvernement. Par un examen attentif des délibérations et des correspondances officielles, nous avons essayé de connaître cette histoire locale, qui n'a jamais été écrite ; nous n'avons donné le plus souvent que les résultats de nos recherches, en retenant cependant tous les faits qui nous paraissaient susceptibles de jeter quelque lumière sur la marche suivie par l'esprit public.

Les dix années que nous avons étudiées peuvent se diviser au point de vue de l'utilisation des documents en cinq périodes :

a) La première est la période municipale ; elle va de la fin de 1788 au mois de juillet 1790, date de l'organisation des administrations de dé-

partement et de district. Les principales sources de son histoire sont les registres de délibérations urbains. Ce sont les villes, en effet, qui ont commencé la campagne pour la représentation du Tiers-Etat, d'abord aux Etats de Bretagne, où elles n'avaient pas de députés librement élus, puis aux Etats généraux ; ce sont elles qui, entraînant à leur suite les paroisses rurales, ont fait prévaloir leurs vues dans les cahiers généraux des sénéchaussées ; ce sont elles, enfin, qui ont le plus contribué à populariser les réformes accomplies par les Constituants et à hâter leur application. De là vient le haut intérêt des registres des corps de ville, bureaux des communes, comités permanents, et municipalités de Saint-Brieuc, Lannion, Guingamp, Dinan, Moncontour, Lamballe, etc. Leurs délibérations sont complétées par une multitude de brochures et de libelles et par des journaux régionaux, dont nous parlerons plus loin, et enfin par la correspondance de l'intendant, des subdélégués (1) et par celle du lieutenant-gouverneur, le comte de Thiard (2). Les délibérations des généraux des paroisses, bien que les paysans se soient moins passionnés que les citadins pour ces luttes politiques, apporteraient également, sans doute, des renseignements précieux, mais la plupart d'entre elles ont disparu, ou sont devenues introuvables.

b) De juillet 1790 au 14 frimaire III (4 décembre 1793), date de l'établissement du gouvernement révolutionnaire, c'est la période départementale. Les villes sont toujours des foyers de vie politique intense, mais leur action est dirigée et souvent inspirée par l'administration du district et surtout par le Conseil général et le Directoire du département. Nous avons particulièrement suivi de près le rôle de ce dernier, car les hommes qui l'ont composé de 1790 à 1800 ont presque tous appartenu à l'élite du parti « patriote » et ont eu constamment une très grosse influence sur les citoyens, dont ils ont été, dans toutes les circonstances critiques, les guides et les conseillers écoutés.

Deux choses pendant cette période ont principalement occupé les esprits dans les Côtes-du-Nord : d'une part, l'application de la Constitution civile et la répression des réfractaires, de l'autre, la résistance contre les empiètements de la commune de Paris et les prétentions de la Montagne. Une abondante documentation est fournie par les délibérations du Directoire, sa correspondance et celle du procureur général syndic, les registres des districts et enfin la série L (m5). Comme la plus sérieuse opposition faite à la Révolution a eu un caractère religieux très prononcé, le carton F¹⁹, 418 des Archives nationales contient des compléments fort utiles. Une source très précieuse pour l'étude de l'opinion manque partiellement, ce sont les registres des sociétés d'Amis

(1) A. N. : H, 419, 563, 564, 567.

(2) A. N. : KK, 1105.

de la Constitution, aujourd'hui introuvables (1) ; on peut cependant se faire une idée de leur activité d'après les adresses et les pétitions nombreuses qu'elles ont rédigées et d'après les mentions qui sont faites de leurs actes dans les registres des autorités constituées.

c) Des derniers jours de 1793 au mois de germinal III, c'est la période du gouvernement révolutionnaire ; les agents nationaux, les directoires de district se substituent au Directoire des Côtes-du-Nord, qui passe désormais au second plan. Les rapports des agents nationaux, dont plusieurs sont d'anciens procureurs syndics, constituent des documents d'un très grand intérêt, dans lesquels la vie politique du district pendant la décade qui vient de s'écouler est exposée dans ses traits essentiels. Les Archives nationales, dans la série F^{1c} III, en possèdent quelques-uns ; les registres de correspondance, aux Archives départementales, bien qu'incomplets, en contiennent un plus grand nombre encore. Les mêmes archives gardent aussi les papiers des Comités de surveillance, la correspondance des représentants en mission, les arrêtés et les proclamations de ces derniers, que le *Recueil des Actes du Comité de Salut public*, publié par M. Aulard, et la série AF II aux Archives nationales permettent de compléter.

Les délibérations des villes ont aussi leur intérêt. Une comparaison entre celles de la municipalité de Guingamp et celles de la Société populaire permet de suivre jour par jour l'action de celle-ci sur l'autorité locale. Le travail de la municipalité est en quelque sorte tracé d'avance par elle, et, le plus souvent, le Conseil général de la commune se borne à adopter les décisions votées précédemment au club.

d) Ce régime centralisateur prit fin pendant la réaction thermidorienne et, le 28 germinal III (17 avril 1795), le Directoire des Côtes-du-Nord recouvra ses attributions et sa prépondérance. Pour cette quatrième période, qui dura six mois, les sources importantes sont les mêmes que pour la seconde période : les registres du Directoire du département et la correspondance du procureur général syndic. Les rapports très circonstanciés de celui-ci, que contrôlent et complètent les papiers de la série L (m5), sont très riches en renseignements sur le rétablissement du culte et sur la chouannerie.

e) La cinquième et dernière période est celle du gouvernement directorial, la plus longue de toutes, car elle embrasse un ensemble de plus de quatre années. Elle commence dans les Côtes-du-Nord le 14 brumaire IV (4 novembre 1795), date de l'installation de la nouvelle administration départementale, et est marquée par un retour à la centralisation et par une simplification des rouages administratifs.

(1) Le seul registre de Société populaire que nous ayons découvert est un registre de celle de Guingamp, qui va du 27 juillet 1793 au 26 prairial III. (A. C. de Guingamp.)

Les communes et les districts sont supprimés ; il n'y a plus, sauf dans les localités de plus de 5.000 habitants, que des municipalités cantonales, composées d'agents et d'adjoints, élus à raison d'un par commune. Le canton n'a eu aucune vie politique, aussi les registres de délibération de ces nouvelles municipalités, dont le plus grand nombre a été versé aux archives départementales, sont d'un médiocre intérêt. Pour cette époque, les registres de l'administration centrale, qui, réduite à cinq membres, administre sans intermédiaire tout le département, sont, par contre, très importants, et les lettres et rapports des agents du pouvoir exécutif le sont davantage encore. Au près de chaque corps constitué, il y a, en effet, un fonctionnaire nommé par le Directoire : c'est le commissaire, successeur de l'agent national et précurseur du préfet ou du sous-préfet consulaire.

La correspondance du commissaire départemental avec les Ministres de l'Intérieur et de la Police générale, avec les généraux, car les Côtes-du-Nord sont infestées de chouans, avec ses collègues des départements voisins, et enfin avec ses subordonnés, les commissaires cantonaux, constitue une source d'informations de premier ordre. Les archives départementales contiennent tous les registres de correspondance des cinq commissaires ou suppléants de commissaire qui se sont succédés près de l'administration centrale pendant le Directoire. Un grand nombre de leurs lettres ou rapports, dont quelques uns n'ont pas été transcrits aux registres, se trouvent aussi dans la série F⁷ aux Archives nationales.

Les registres des commissaires cantonaux sont rares et incomplets ; nous avons vu tous ceux que renferment les Archives départementales et les Archives communales que nous avons explorées, mais nous avons retrouvé beaucoup de leurs lettres et de leurs rapports dans les cartons de la série F⁷, ainsi que dans les liasses de la série L (m5). Grâce aux registres et à ces deux séries, la période directoriale est celle sur laquelle on est le plus abondamment documenté.

Dans ce dénombrement de nos principales sources, nous n'avons pas énuméré quelques séries accessoires, auxquelles nous avons eu recours, bien qu'à première vue elles eussent pu paraître négligeables. Les recherches que nous y avons faites ont souvent été couronnées de succès et elles sont venues préciser plusieurs points de notre enquête. De ce nombre sont les séries dites du « Personnel », F^{1b} II, aux Archives nationales, et L (m2) et L (v) (1), aux Archives départementales. Dans Y, 10507, aux Archives nationales encore, la procédure dirigée contre l'évêque de Tréguier, à l'occasion de son mandement de septembre 1789, critique violente des premiers décrets de la Constituante, apporte des renseignements sur l'agitation produite par sa manifestation dans la région qui formera la partie occidentale des Côtes-du-Nord. Le carton

(1) L (m2). Personnel administratif. — L (v). Traitements ecclésiastiques.

BB3, 10 (1) nous a révélé l'existence d'un *Bulletin du département des Côtes-du-Nord*, publié par le Directoire départemental au moment de la levée en masse contre les Vendéens.

L'état de la série L aux Archives départementales des Côtes-du-Nord, dont le classement est en cours depuis déjà de nombreuses années, a beaucoup gêné nos recherches ; nous croyons cependant, grâce à l'aimable concours de MM. les archivistes du département, avoir dépouillé la plupart des registres et dossiers politiques de quelque importance qu'elle contient.

II. — LES IMPRIMÉS

La contribution que nous a apportée les imprimés est assez faible en comparaison de ce que nous devons aux documents inédits. Nous avons classé les imprimés en catégories d'après leur origine et leur objet.

1) Livres et brochures publiés avant et pendant la Révolution.

Cette catégorie est constituée : 1°) par des ouvrages relatifs à la Bretagne sous l'ancien régime ; 2°) par les délibérations, les procès-verbaux, les mémoires, les libelles provoqués par la convocation des Etats généraux, les décrets de la Constituante, de la Législative et de la Convention, notamment par la constitution civile du clergé, les journées du 31 mai et du 2 juin 1793 ; 3°) par les opinions, discours et motions imprimés des représentants des Côtes-du-Nord aux Assemblées nationales.

L'examen du catalogue de la Bibliothèque nationale nous a fait découvrir un certain nombre de ces brochures dans les séries Lb 39, 40, Lk 2, Le 39, 43, 45 ; d'autres proviennent de la Bibliothèque municipale de Saint-Brieuc, nous ont été communiquées par des amis, ou sont notre possession. D'autres enfin sont des documents conservés soit aux Archives nationales, dans le carton ADxvi, 32, et dans ceux des séries H, AF II, F^{1c}III, F7, etc., soit aux Archives départementales, dans les liasses de la série L (m5).

Pour l'étude de l'ancien régime, nous avons demandé des précisions et des éclaircissements aux publications contemporaines. Le *Dictionnaire historique et géographique de la province de Bretagne* d'Ogée, donné sur les paroisses dont nous avons eu à nous occuper, des indications utiles. Le recueil des *Coutumes de Bretagne* de M. Sauvageau, ainsi que les *Institutions convenancières* de Baudoin, aident à comprendre les plaintes au sujet de l'organisation seigneuriale et du ré-

(1) Archives nationales.

gime, si répandu en Basse-Bretagne, du domaine congéable. Le *Mémoire pour le Tiers-Etat*, composé par Gohier pour défendre les intérêts du Tiers aux Etats provinciaux de 1788, a inspiré les revendications des députés des villes, de même que les différentes délibérations imprimées des municipalités urbaines, la *Lettre d'envoi des charges à donner à MM. les députés du Tiers*, les *Motifs de l'avis de plusieurs membres d'une municipalité*, les *Charges d'un bon citoyen*, etc., ont inspiré les vœux et les doléances des assemblées paroissiales.

A partir de 1789, les brochures politiques pullulent ; c'est toute une littérature de circonstance, dont la collection pourtant si riche de la Bibliothèque nationale ne renferme qu'une partie. Malgré leur multiplication prodigieuse dès la réunion des Etats généraux, les journaux n'atteignent qu'une petite fraction du public, car, à cause de leur prix élevé, ils n'ont dans notre département que très peu d'abonnés, en dehors des collectivités bourgeoises : autorités constituées, municipalités et directoires, bureaux de correspondance, et ensuite Sociétés d'Amis de la Constitution. Le mode de propagande le plus usité est le libelle, auquel ont recours les sociétés populaires et les partis politiques, pour exposer leurs idées et répondre à leurs adversaires ; les corps administratifs, pour justifier leurs arrêtés et faire leur apologie ; de simples particuliers même, pour protester contre un déni de justice.

La passion qui anime la plupart de ces mémoires, adresses, proclamations, défis, etc., oblige à les traiter avec précautions ; ils constituent cependant des témoignages précieux de l'intensité de la vie politique et de l'intérêt qu'une partie des habitants a porté aux affaires, pendant les premières années de la Révolution. Nous n'avons utilisé ces libelles que comme des faits d'opinion, sans prendre à notre compte les affirmations qui y sont contenues, à moins qu'elles ne fussent garanties par d'autres documents.

La constitution civile du Clergé a donné naissance en 1790, 91 et 92 à une foule de défenses, de protestations et d'exposés de principes ; nous avons seulement cité ceux qui furent le plus répandus dans les Côtes-du-Nord, et c'est d'après les arguments auxquels ils recourent, et non d'après les théories modernes, que nous avons exposé les conceptions des conformistes et des réfractaires. C'est aussi aux brochures écrites par ces derniers, et dont plusieurs, saisies sous le Directoire, se trouvent aux Archives nationales dans la série F, que nous avons fait appel pour étudier l'attitude tenue vis-à-vis de la République par une partie du clergé breton.

Nous avons enfin recherché les discours, opinions et motions des députés du département aux Assemblées nationales ; nous n'en avons retrouvé qu'un petit nombre. Les uns qui expriment les sentiments personnels de leurs auteurs, comme les discours de Guyomar *sur la chute du trône, sur la juste punition du dernier roi des Français*, etc., sont né-

gligeables, car le député de Guingamp parle en son nom propre ; d'autres, au contraire, sont l'exposé des vœux des citoyens qui les ont élus, tels les discours du même Guyomar, de Guynot-Boismenu, de Guiot, de Duval-Villebogard, etc., pour ou contre le rétablissement du domaine congéable ; de ceux-là seuls nous avons fait état.

- *Les journaux révolutionnaires.*

Le seul journal publié dans les Côtes-du-Nord est l'éphémère *Bulletin du département*, qui compta en tout onze numéros, du 10 novembre au 25 décembre 1793 (1), et disparut avec les Vendéens, dont l'invasion avait provoqué son apparition. Organe du Directoire pendant cette période critique, il lui a servi à exciter le patriotisme des habitants et à les soulever contre les envahisseurs et, en même temps, il a fait l'office de trait d'union entre les citoyens levés en masse, employés à la mise en état de défense de Dinan, à la protection de Rennes et des autres villes de la Haute-Bretagne, et les autorités constituées restées à leur poste. L'administration départementale, menacée de destitution pour sa participation au mouvement fédéraliste, y fait un grand étalage de son zèle, d'ailleurs très réel, et de son dévouement à la chose publique ; les exagérations auxquelles elle se livre ne permettent pas d'accorder crédit aux faits mentionnés par ce *Bulletin*, qu'autant qu'ils sont corroborés par d'autres documents.

Pendant les premières années de la Révolution, plusieurs journaux, tous patriotes, ont été publiés à Rennes, et ont eu des lecteurs dans les autres villes de la province. Le premier en date est la *Sentinelle du peuple, aux gens de toutes professions* ; il va du 5 novembre au 25 décembre 1788. Volney, qui le dirigea, aurait été envoyé en Bretagne par le Gouvernement pour y combattre les ordres privilégiés, très hostiles aux gens du roi. Sa gazette, qui a été l'organe du Tiers urbain, a beaucoup contribué à préparer l'opinion aux revendications que les députés des villes présenteront aux Etats provinciaux.

A partir du 1^{er} janvier 1789, le *Hérault de la nation sous les auspices de la patrie*, « rédigé par un club de patriotes », remplace la *Sentinelle*. En plus des détails qu'il apporte sur les séances des Etats et ensuite sur les Assemblées des sénéchaussées, il contient des correspondances de plusieurs villes, notamment de Saint-Brieuc et de Lamballe. Les renseignements qu'il donne sur l'assemblée diocésaine du Bas-clergé de Saint-Brieuc, dont le procès-verbal ainsi que le cahier manquent aux Archives nationales, sont les seuls que nous connaissons.

(1) La collection complète est introuvable. Le carton BB 3, 10 (A. N.) renferme les Nos 1, 2, 3, 4, 11, la liasse L (m5), 55 (A. C. D. N.) les Nos 5, 6, 7, 8, 11.

Le dernier numéro du *Hérault* est du 30 juin 1789, mais, depuis le 1^{er} mai, la réunion des États généraux a donné naissance à deux nouvelles gazettes rennaises. L'une, éditée chez Autran, s'intitule : *Etats généraux. Bulletin de la correspondance de Bretagne, tant du clergé que de la sénéchaussée de Rennes*, et s'inspire du *Point du jour*, du *Courrier de Paris à Versailles*, du *Journal de Paris*, et enfin de « lettres de personnes respectables et dignes de toute croyance ». L'autre, également patriote, se publie chez Vatar et s'appelle la *Correspondance de Bretagne aux Etats généraux, Bulletin de la correspondance de Rennes*. Sa collection complète, du 1^{er} mai au 15 juillet 1790, forme cinq volumes.

Bien que ces deux journaux soient surtout destinés à la sénéchaussée de Rennes et que la première place y soit occupée par les lettres des députés rennais, ils s'adressent aussi à toute la province et contiennent une foule de détails sur les événements dont elle est le théâtre, notamment sur les émeutes de grains, le ralliement et le serment des ci-devant privilégiés au début de 1790. L'un et l'autre font campagne contre le veto et renferment les adhésions des villes et des comités aux protestations de Rennes contre toute limitation des pouvoirs souverains de l'Assemblée nationale.

En 1790, le journal d'Autran disparaît et, le 17 juillet, celui de Vatar devient le *Journal des municipalités, districts et départements de l'Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan et Loire-Inférieure*. Sa clientèle s'étend et il publie fréquemment des correspondances des principales villes de la province. Pour les Côtes-du-Nord particulièrement, il donne de nombreuses informations, notamment le compte-rendu détaillé de la première assemblée électorale pour l'organisation de l'administration départementale. Au moment de l'application de la Constitution civile, en faveur de laquelle il mène une active propagande, il relate les prestations de serment, quelquefois avec les discours qui les ont accompagnées, les démarches des réfractaires, les installations de nouveaux curés dans le district de Saint-Brieuc et celle de l'évêque des Côtes-du-Nord dans sa ville épiscopale. Le *Journal des municipalités* a vécu jusqu'en 1793, peut-être même plus tard, malheureusement la collection de la Bibliothèque nationale, qui comprend sept volumes, s'arrête en septembre 1791, et nos recherches pour retrouver les deux dernières années n'ont pas abouti.

Il ne semble pas que la Bretagne ait possédé d'autres journaux régionaux. Quant aux gazettes parisiennes, dont la contribution à l'histoire locale est minime, nous n'avons guère eu recours qu'au *Moniteur*, à qui nous avons demandé quelques renseignements, pour compléter ceux du *Procès-verbal imprimé de la Convention* sur le rôle des députés des Côtes-du-Nord en 1793.

2) Ouvrages postérieurs à la Révolution.

A) PUBLICATIONS DOCUMENTAIRES.

Ces collections officielles de textes constituent des instruments de travail indispensables pour l'étude de la Révolution ; deux d'entre elles regardent directement la Bretagne et les Côtes-du-Nord.

L'introduction et les notes dont MM. Sée et Lesort ont enrichi les *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes*, sénéchaussée qui a fourni 118 paroisses à notre département, font de leur publication un monument historique d'une haute valeur et un tableau remarquable, par son exactitude et son ampleur, de la situation politique et sociale de la Bretagne au moment de la convocation des Etats généraux.

Les textes recueillis par M. Léon Dubreuil (1) sur le domaine congéable et ses vicissitudes au cours de la Révolution sont une contribution très importante à l'histoire de ce mode de propriété, dont l'influence a été très grande sur l'attitude politique des Bas-Bretons des Côtes-du-Nord et du Finistère. L'amélioration du régime convenancier en 1791, et ensuite son abolition en 1792 semblent avoir été une des principales causes du loyalisme républicain des colons de l'évêché de Tréguier et de leur éloignement pour la chouannerie.

B) OUVRAGES GÉNÉRAUX.

Parmi ces ouvrages, quelques-uns sont aussi des instruments de travail, telle l'excellente *Histoire politique de la Révolution* de M. Aulard, que nous avons fréquemment utilisée. Les autres traitent des guerres de la Vendée et de l'Ouest, ou des personnages qui y ont été mêlés. Comme notre objet était, non l'histoire militaire de la chouannerie, mais seulement la participation des habitants des Côtes-du-Nord à cette insurrection royaliste, nous nous sommes contentés des témoignages des registres administratifs et des lettres des autorités civiles, que nous avons complétés par les études documentaires de Chassin et aussi par l'ouvrage de Savary, dont nous avons pu constater l'exactitude, bien que les pièces qu'il reproduise ne soient pas toujours citées intégralement. Plusieurs lettres de Marc-Antoine Jullien (2), en mission dans les Côtes-du-Nord au moment de l'invasion vendéenne, corroborent et parfois corrigent les affirmations du *Bulletin du département* et de correspondance du Directoire.

(1) *Les vicissitudes du domaine congéable en Basse-Bretagne à l'époque de la Révolution*, Rennes, 1915, 2 in-8°.

(2) E. Lockroy. — *Une mission en Vendée en 1796. M. A. Jullien. Notes recueillies par E. Lockroy*, Paris, 1896.

C) OUVRAGES RELATIFS A LA BRETAGNE.

Les ouvrages relatifs à l'histoire de la Bretagne pendant la Révolution sont nombreux, nous n'avons indiqué que ceux qui offraient quelques rapports avec notre travail. En général, tous ceux qui ont été composés avant 1880 n'ont que peu de valeur et sont difficilement utilisables. Leurs auteurs, pour la plupart, ignorent la chronologie et l'histoire générale, d'où des confusions grossières ; ils ne donnent aucune référence ou des références trop générales, ce qui rend leurs assertions incontrôlables ; et enfin, ils font grand état de traditions populaires revues et corrigées, quand elles n'ont pas été créées de toutes pièces, sous la Restauration.

Un bon type de ces ouvrages suspects est l'*Histoire de la persécution révolutionnaire en Bretagne* du chanoine Tresvaux du Fraval, publiée en 1847 et rééditée sans corrections en 1892. Comme exemple des erreurs qu'il commet, et qu'ont commises après lui les auteurs qui lui ont fait confiance, on peut citer le récit qu'il donne des exécutions faites à Saint-Brieuc au début de 1794. (Réimpression, t. I, p. 539.)

« La ville de Saint-Brieuc vit, dans un court espace de temps, verser le sang de plusieurs prêtres fidèles. Le premier... fut M. Jean Le Maître, du diocèse de Saint-Malo, et caché à Hénanbihen, près de Plancoët. Son exécution eut lieu le jour de l'Épiphanie, 6 janvier 1794. Dix jours plus tard, c'est-à-dire le 16, M. Jean-Baptiste-Joseph Boulanger, prêtre du diocèse de Saint-Brieuc, arrêté en 1793, se vit condamner à mort... et scella, le lendemain, sa foi de son sang... L'échafaud fut encore teint du sang d'une autre victime. C'était Dom Léonard Hillion, religieux bénédictin... Le Tribunal criminel le condamna à mort, le 18 février, comme prêtre réfractaire et il fut exécuté le lendemain. »

En dépit de ces dates précises, il n'y a pas un mot d'exact dans tout ce récit, aucun de ces prêtres n'a été ni condamné à mort, ni exécuté à Saint-Brieuc en 1794. Toutes les assertions de cet historien légendaire ne sont pas aussi fantaisistes, mais il n'y en a pas une seule qui puisse être acceptée sans contrôle.

L'*Histoire de la persécution religieuse dans les diocèses de Quimper et de Léon* de l'abbé J.-M. Tephany mérite plus de confiance que Tresvaux, car elle paraît composée d'après les documents conservés aux Archives de l'évêché de Quimper. L'absence de références en rend le contrôle difficile, on ne peut guère lui emprunter que les textes, assez nombreux d'ailleurs, qu'elle reproduit.

La *Biographie bretonne* de Levot, ancien bibliothécaire de la ville de Brest, rend des services, mais elle est souvent inexacte et il serait imprudent d'accepter aveuglément toutes ses notices. — B. Robidou dans son *Histoire et panorama d'un beau pays* (édition de 1861) a quelques pages documentées sur la Révolution dans la région malouine et di-

nannaise, mais ce n'est qu'une petite contribution à l'histoire de Dinan. S. Ropartz a travaillé aussi directement d'après les sources, mais, dans ses *Portraits bretons*, il n'y a que celui de l'abbé Cormaux qui intéresse notre sujet.

Dans *Ar Fe hag ar Vro*, la Foi et le Pays, paru à Vannes, la même année que l'*Histoire* de Tresvaux, l'abbé Durand s'est proposé de publier les plus belles chansons bretonnes composées pendant la Révolution. Il aurait pu faire une œuvre utile en apportant à l'histoire le complément de traditions populaires relativement récentes. Admirateur de La Villemarqué, à qui il a dédié son recueil, il a, à son exemple, retouché les textes qu'il avait recueillis (1). Il n'est pas douteux que ses chansons y ont gagné littérairement, mais elles ont perdu toute valeur documentaire. De plus, le fond des notices qui les accompagne est emprunté à Tresvaux ou à d'autres légendaires.

Le meilleur, sans contredit, parmi tous ces travaux sur la Bretagne antérieurs aux vingt dernières années du XIX^e, est l'*Histoire de la Révolution dans les départements de l'ancienne Bretagne* de Duchâtellier. L'auteur, héritier des papiers que l'ex-conventionnel Guezno avait conservés de ses missions, s'est aussi documenté dans les registres de quelques municipalités et a fait des efforts louables pour être équitable et rester objectif. Il s'est surtout occupé du Finistère et a un peu laissé dans l'ombre les autres départements. On doit lui reprocher d'avoir trop facilement accueilli certaines légendes, comme celle de la participation de l'alloué Cadiou à l'émeute de Lannion (t. I, p. 184 et suiv.), et surtout celle de la mort de Chef-du-Bois (t. VI, pp. 299-307). Par le récit dramatique qu'il a fait de cette dernière, autant que par l'autorité reconnue à son histoire, il est responsable du crédit qu'elle a longtemps conservé (2).

La production historique dans les dernières années du XIX^e siècle,

(1) On peut se rendre compte des corrections que Durand fait subir aux textes qu'il a publiés, en comparant son « Kimiad an Aotrou Gwillou da barrez Lanvellec » (Adieux de M. Guillon à la paroisse de Lanvellec) p. 41, et un exemplaire de la même chanson conservé au greffe du Tribunal de Saint-Brieuc. (Arch. du Tribunal criminel des C.-d.-N., 1794, dossier Y. Le Marec.)

TEXTE DURAND

I

Kalon, ma breudeur beleien
Arru 'zo' glevan, eul lezen
Garc'oc'h eged an holl varno
'Zo bet c'hoas douget barz er vro.

TEXTE LE MAREC

I

Courage, ma breudeur beleien
Aru 'zo', glevan, eul lezen
Cruelloc'h evit quement decret.
A zo bet bete breman lancet.

Ces retouches n'affectent que la forme, mais d'autres, par exemple au 40^e couplet, modifient le sens.

(2) P. Hémon (*La légende de Le Roux de Chef-du-Bois*, Rennes, 1899, in-8^o) a donné le coup de grâce à ce récit reproduit complaisamment par Crétineau-Joly, Muret, Durand, Le Maoût, Geslin de Bourgogne et de Barthélémy, etc.

et depuis, est beaucoup plus satisfaisante. Le beau travail de B. Pocquel sur les *Origines de la Révolution en Bretagne* est la préface nécessaire de toute histoire d'un département breton. L'étude d'A. Giffard sur les *Justices seigneuriales en Bretagne*, comme celles d'H. Sée sur les *Classes rurales du XVI^e siècle à la Révolution*, et d'E. Dupont sur la *Condition des paysans dans la sénéchaussée de Rennes*, sont des contributions scientifiques à l'histoire de l'ancien régime en Bretagne au moment de la Révolution. L'histoire de la chouannerie morbihannaise, qui est en étroite connexion avec celle des chouans des Côtes-du-Nord, a été étudiée aux sources par J. Le Falher et par E. Sageret.

Plusieurs points de détail de l'histoire révolutionnaire ont été mis en lumière par des articles de revue (1), comme ceux de Le Bellec et de Trévédy sur les Fédérations de Pontivy, ou par les biographies des personnages qui avaient joué un rôle en Bretagne. Le regretté P. Hémon a, pour sa part, apporté une abondante contribution à l'histoire provinciale, et même à l'histoire générale, par ses travaux documentaires. Malgré la passion qui souvent les anime, ses notices bibliographiques, dont nous avons fréquemment contrôlé les sources d'information, sont d'une exactitude rigoureuse sur tous les points essentiels.

Moins étendues et moins fouillées, les innombrables notices qu'a composées R. Kerviler dans *Cent ans de représentation bretonne*, ou dans sa *Bio-Bibliographie* sont loin d'être négligeables, malgré leurs lacunes et les erreurs qui s'y sont glissées. Nous y avons eu souvent recours, mais en ayant toujours soin de les compléter et de les contrôler par les registres officiels.

D) OUVRAGES RELATIFS AU DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD.

Le département des Côtes-du-Nord a été l'objet de multiples travaux d'importance et de valeur très inégales ; nous n'avons indiqué, de même que pour la Bretagne, que ceux qui offraient quelque intérêt pour notre étude.

Le premier en date et le meilleur parmi les ouvrages publiés avant 1880, ce sont les *Notions historiques, géographiques, statistiques et agro-nomiques sur le littoral des Côtes-du-Nord* d'Habasque. L'auteur, président du Tribunal de Saint-Brieuc au début de la monarchie de juillet, a puisé directement ses informations dans les registres officiels, qu'il cite d'ailleurs assez fréquemment, et il a su tirer parti des témoignages des survivants de la Révolution, aussi il mérite créance. Mais son objet n'est pas l'histoire politique du département, et il n'apporte que des renseignements fragmentaires, et seulement sur la région littorale.

(1) La recherche des articles de revue nous a été très facilitée par le travail de J. Coupel. *Bibliographie d'articles de périodiques concernant la Bretagne. 1798-1900*. Rennes, 1911.

Les *Annales armoricaines* de Le Maout, parues dix ans plus tard, en 1846, sont une honnête compilation faite pour la période révolutionnaire avec des extraits des registres de délibérations de quelques villes, c'est leur seul intérêt.

L'Etude sur la Révolution en Bretagne principalement dans les Côtes-du-Nord, de Geslin de Bourgogne et de Barthélémy, est le premier et l'unique essai d'une histoire de la Révolution dans notre département. Ses auteurs ont eu également recours aux registres de la municipalité de Saint-Brieuc et aux Archives départementales, mais ils sont peu au courant de l'histoire générale et du calendrier républicain, ce qui les conduit à des confusions ou à des anachronismes (1). Ils s'inspirent de préoccupations philosophiques qui ont nui à leurs recherches, dirigées d'ailleurs sans méthode, et qui les ont souvent fait aboutir à des généralisations abusives. Ils omettent de citer leurs références et ont accueilli sans contrôle les récits légendaires de Tresvaux ou de Duchâtellier. La seconde partie de leur travail contient un certain nombre de pièces justificatives, sans rapport parfois avec la première, c'est la seule qui soit utilisable.

Les *Annuaire dinannais*, de 1832 à 1836, et les *Annuaire des Côtes-du-Nord*, de 1836 à 1855, renferment des notices sur quelques-uns des hommes politiques qui ont été mêlés à l'histoire de la Révolution ; elles sont à traiter avec précaution et à contrôler, même celles d'Habasque, les meilleures pourtant. C'est dans l'*Annuaire des Côtes-du-Nord* de 1841 qu'a paru, pour la première fois, une phrase (2) extraite d'une lettre de Palasne de Champeaux à ses commettants du 21 janvier 1793, dont Levot s'est servi ensuite dans sa *Biographie bretonne* pour affirmer le royalisme du Conventionnel briochin. Cette lettre, qui ne figure pas parmi les lettres authentiques publiées par M. Tempier, nous paraît entièrement apocryphe, car elle n'est pas dans le ton de la correspondance de son auteur présumé et n'est guère conforme à son caractère opportuniste.

Les Côtes-du-Nord : Histoire et Géographie de toutes les villes du département, par B. Jollivet, gendre du conventionnel Guyomar, contiennent quelques détails curieux, mais aussi beaucoup de faits légendaires et ne peuvent être regardées comme une autorité.

Les conférences ecclésiastiques du diocèse de Saint-Brieuc de 1892 publiées sous le titre : *Le diocèse de Saint-Brieuc pendant la période révolutionnaire*, sont un travail manqué. Ses auteurs se proposaient de faire l'histoire religieuse de leur canton d'après les sources locales. Le

(1) « Tout le monde sait que c'est à la fin de mai (prairial II) que les Girondins quittèrent la Convention » (*sic*), p. 60. — « Le 1^{er} messidor (1799) le Conseil général (*sic*), prescrivit à chaque commune », etc., p. 297.

(2) « Au moment où je vous écris, le malheureux Louis porte sa tête sur l'échafaud du crime. »

conférencier chargé du canton de Dinan, l'abbé Fouéré-Macé, l'auteur érudit de l'*Histoire du Prieuré royal de Saint-Magloire*, est à peu près le seul qui ait correctement rempli ce programme ; les autres conférences ne sont que des compilations de récits suspects, et souvent contradictoires, qui ne méritent aucun crédit (1).

Il n'en est pas de même des travaux de M. Tempier. Le regretté archiviste départemental avait créé en 1884 une *Revue des Archives historiques des Côtes-du-Nord* dans le but de publier les textes curieux et inédits conservés dans son dépôt. Sa revue, aujourd'hui introuvable, n'eut que quatre livraisons. L'une d'elles contient tout au long l'interrogatoire que le Directoire du district de Lannion fit subir à l'évêque de Tréguier, quand il entreprit de le faire poursuivre pour son opposition à la Constitution civile, ainsi que plusieurs autres pièces relatives à l'opposition religieuse en 1791.

Sous le titre : *L'invasion de Saint-Brieuc par les chouans*, il a fait paraître en 1889 un recueil complet de tous les documents officiels relatifs à ce hardi coup de main. Enfin, il a publié dans les *Bulletins et Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, T. xxvi, xxvii, xxviii, xxx), la correspondance des députés du département à la Constituante, la Législative et la Convention.

Cette correspondance, malgré ses lacunes, offre un très grand intérêt, car elle permet de constater l'influence exercée par les représentants sur leurs électeurs, et de voir comment, de Versailles, et ensuite de Paris, ils ont contribué à former et à diriger l'esprit public dans les Côtes-du-Nord. Elle complète et explique une foule de délibérations prises par les autorités locales à l'occasion des événements parisiens et notamment leur attitude dans le mouvement fédéraliste. A partir du mois d'août 1793, les lettres deviennent rares, et cessent d'être significatives ; il semblerait que les Conventionnels bretons, tous plus ou moins compromis par leurs sympathies girondines, se tiennent sur leurs gardes. Il est très regrettable que cette source d'informations fasse défaut pour la période directoriale.

Ce sont aussi des documents qu'a publiés l'abbé Lemasson dans les *Actes des prêtres insermentés du diocèse de Saint-Brieuc, guillotins ou déportés*, mais par leur objet trop spécial, ils n'ont qu'un rapport éloigné avec notre sujet.

Les travaux de L. Dubreuil méritent une mention particulière pour l'abondance et la sûreté de la documentation. Il a surtout utilisé les Archives départementales des Côtes-du-Nord et ne s'est guère servi des Archives nationales, où il aurait cependant trouvé d'utiles compléments, notamment dans la série F⁷, pour ses études sur la *Révolu-*

(1) P. Hémon dans *Les prêtres assermentés dans les Côtes-du-Nord*, Rennes, 1897, a fait une critique assez juste, quoique un peu trop dénuée d'aménité, de ces travaux tout à fait indignes de l'impression.

tion dans le département des Côtes-du-Nord. Sa thèse sur la *Vente des biens nationaux* dans ce même département est un ouvrage considérable, d'une grande valeur, qui contient une masse de renseignements précieux sur la bourgeoisie du département, la principale bénéficiaire des biens vendus par la nation.

A cette énumération déjà longue, nous pourrions ajouter pour être complet un certain nombre d'articles de revues ou de brochures cités dans notre bibliographie. L'article d'Hamon sur la *Frac-Maçonnerie en Bretagne, particulièrement dans les Côtes-du-Nord*, est composé d'après les *Annuaire maçonniques* des dernières années de l'ancien régime. Le *Rostrenen révolutionnaire* d'E. Chamaillard est un travail honnête, dont la documentation a été fournie par les Archives communales de Rostrenen. Les articles de Botrel sur Lamballe et son canton sont une contribution à l'histoire locale de l'ancien régime et de la chouannerie, fournie par les documents communaux. Par contre, *Les Chouans* de Garnier de Kérigant sont « une apologie de la chouannerie en général et de la famille de Kérigant en particulier » (1), où il n'y a rien à prendre, sauf peut-être quelques détails sur l'évasion de Le Gris-Duval en l'an VI.

En définitive, en dehors de l'ouvrage d'Habasque, des publications de Tempier et de Lemasson, des travaux de Dubreuil et d'Hémon et de quelques articles de périodiques traitant des points de détail, la production historique relative à la Révolution dans les Côtes-du-Nord est entièrement négligeable. L'histoire religieuse n'existe pas, et l'histoire politique n'est représentée que par les études de Dubreuil. La nouveauté et l'étendue de notre enquête font son principal mérite, car nous croyons n'avoir négligé aucune des sources qui sont à la portée des travailleurs. Il se peut que le classement définitif de la série I. aux Archives départementales en fasse découvrir d'autres, mais, malgré les lacunes provenant de la disparition des registres des sociétés populaires et d'une partie des papiers des districts et des municipalités, les faits que nous avons recueillis et contrôlés nous ont paru assez nombreux et assez variés pour permettre des conclusions que, dans l'état actuel de la science, nous estimons légitimes.

(1) P. Hémon. — *La légende de Le Roux de Chef-du-Bois*, p. 13.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE

I. — DOCUMENTS D'ARCHIVES, p. I.

- 1) Archives nationales, p. I. — 2) Archives départementales des Côtes-du-Nord, p. II. — 3) Archives départementales du Finistère, p. v. — 4) Archives départementales du Morbihan, p. v. — 5) Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, p. v. — 6) Archives communales, p. v.

II. — IMPRIMÉS, p. VIII.

- 1) Livres ou brochures imprimés avant ou pendant la Révolution, p. VIII. — Journaux révolutionnaires, p. XII. — 2) Publications postérieures à la Révolution, p. XII. — a) Publications documentaires, p. XII. — b) Ouvrages généraux, p. XIII. — c) Ouvrages relatifs à la Bretagne, p. XIII. — d) Ouvrages relatifs au département des C.-d.-N., p. xv.

BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE

I. — LES DOCUMENTS INÉDITS, p. 1.

- 1) Leur authenticité, p. 1. — 2) Leur intégrité, p. 2. — 3) Leur véracité, p. 8. — 4) Méthode suivie pour leur utilisation, p. 11. — a) Les documents électoraux, p. 11. — b) Les adresses, pétitions et dénonciations, p. 12. — c) Les registres de délibérations et de correspondance des autorités constituées, p. 13.

II. — LES IMPRIMÉS, p. 17.

- 1) Livres et brochures publiés avant et pendant la Révolution, p. 17. — Journaux révolutionnaires, p. 19. — 2) Publications postérieures à la Révolution, p. 21. — a) Publications documentaires, p. 21. — b) Ouvrages généraux, p. 21. — c) Ouvrages relatifs à la Bretagne, p. 22. — d) Ouvrages relatifs au département des Côtes-du-Nord, p. 22.

Vu : le 11 Avril 1921.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

F. BRUNOT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

